

J-Crate Larkin

**Du régime
de dettes
à la
Prospérité**

**Par un système d'argent honnête
au service de la personne humaine**

Traduit de l'anglais par Louis Even

**Publié pour: l'Institut Louis Even pour la Justice Sociale
Par les Pèlerins de saint Michel - www.versdemain.org**



VERS DEMAIN

Les Pèlerins de saint Michel publient aussi le journal Vers Demain, qui paraît cinq fois par année. Le prix de l'abonnement: 20 dollars pour 4 ans (pour l'Europe: surface, 18 euros pour 2 ans; par avion, 24 euros pour deux ans.)

Ce journal est aussi disponible en anglais, espagnol, ou polonais.

ISBN 978-2-9810896-0-1

Dépôt légal — 4e trimestre 2008
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

© 2008 Les Pèlerins de saint Michel
1101, rue Principale
Rougemont, QC
Canada – J0L 1M0
Tel. 450-469-2209
Fax: 450-469-2601
Site internet: www.versdemain.org
e-mail: info@versdemain.org

En France:
Les Pèlerins de saint Michel
5 de la Forêt
67160 Salmbach
Tel./fax: 03.88.94.32.34

Avant-propos

«Un régime économique à combattre et à remplacer»

Son Eminence le Cardinal Jules-Géraud Saliège (1870-1956, photo de droite), archevêque de Toulouse (France), dans son mandement de Carême de 1954, sur le Devoir du Chrétien dans notre société:



«On oublie, on ne voit pas, on ne veut pas voir qu'il y a des gens mal logés, des gens mal nourris, des salaires insuffisants, qu'il y a des pays tout entiers qui souffrent de la faim. Ce n'est pas chrétien de penser, à plus forte raison de dire; c'est leur faute...

«Longtemps, un chrétien était reconnu à ce signe qu'il aimait et secourait le pauvre, en qui il voyait Jésus-Christ, le pauvre par excellence, lequel n'avait pas une pierre où reposer sa tête.

«Un régime économique qui fabrique des pauvres en série, des sans-toit en série, des ayant-faim en série, tout chrétien se doit de le combattre et de le remplacer.

«Là encore, il ne faut pas se faire illusion: le chrétien qui veut faire son devoir est contredit par d'autres chrétiens qui ne comprennent pas, qui n'acceptent pas la doctrine de l'Évangile et des Papes, et par beaucoup d'athées conservateurs qui sont pour l'ordre établi.»

4 Avant-propos

Dieu ou le veau d'or ?

par le Père Peter Coffey

**Docteur en philosophie, professeur
au collège de Maynooth, en Irlande**

Frustrations devant l'abondance

Les maux économiques et politiques de la société crèvent les yeux; mais encore faut-il déterminer scientifiquement leurs causes si l'on veut apporter le remède approprié...

Quel est le but de l'organisation économique ? Vise-t-elle à fournir du travail à tout le monde ? Ou bien son but n'est-il pas plutôt de produire le plus de biens possible, marchandises et services, avec le moins de peine possible ?

Les méthodes agricoles et industrielles améliorées augmentent le rendement du travail humain. Souvent même, elles remplacent le labeur de l'homme par des machines, surtout depuis la grande guerre (1914-1918). Si bien qu'aujourd'hui, la société organisée peut fournir assez de biens utiles pour satisfaire les besoins vitaux de tous les hommes. Et cela tout en diminuant progressivement la part du labeur humain.

a) Le peuple se rend compte de l'énorme capacité de production du système industriel; mais

b) Le peuple croit encore que les biens utiles à l'homme doivent être liés au travail de toute la population, comme avant l'avènement de la machine moderne.

De là... le blâme qu'on jette sur la machine, sur le progrès, au lieu de chercher pourquoi on empêche la distribution des produits de la machine...

D'une part, le peuple entend parler... de récoltes diverses délibérément réduites; de richesses de toutes sortes que l'on détruit systématiquement plutôt que de les distribuer pour la consommation; d'usines et de machines ne fonctionnant que par intermittence; de milliers d'hommes valides, avides de travailler, et forcés au chômage.

D'autre part, ce même peuple entend dire et constate que des millions d'êtres humains vivent dans une pauvreté abjecte; que le droit naturel au mariage est frustré, parce que le système est incapable de distribuer l'abondance des richesses qu'il est capable de produire.

Mais le peuple, tout en se rendant compte de l'absurdité de cette situation et tout en réclamant contre elle, ignore tout de même la cause réelle de son malheur. En désespoir de cause, il soutient et préconise des réformes futiles et illégitimes.

Ces réformes futiles et illégitimes sont le communisme et le socialisme. Illégitimes, parce qu'elles nient les droits naturels de la personne humaine. Futiles, parce qu'elles ne vont pas au vrai mal; elles ne sont pas appropriées et ne guériraient point les maux économiques dont souffre la société. D'ailleurs, les papes les ont condamnées, et pour nous, catholiques, cela doit suffire...

But du système économique

Le but de l'association économique est de procurer les biens matériels et les services requis par les consommateurs, par les hommes, les femmes et les enfants. Cela se fait par deux procédés bien distincts:

- a) La production, y compris les moyens de transport;
- b) La distribution de ces produits parmi les consommateurs.

Le premier de ces moyens, la production, devient de plus en plus efficace. Ce n'est donc pas dans la production que se situe le mal économique dont nous souffrons.

Il faut donc chercher le mal dans le deuxième procédé: c'est la distribution qui a failli à la tâche et qui se trouve aujourd'hui paralysée.

Mais l'instrument de distribution, l'outil des échanges, c'est l'argent, la monnaie. C'est donc le système monétaire qui remplit mal sa fonction; il ne distribue pas les biens, les fruits de la production...

6 Avant-propos

Système monétaire vicieux

La monnaie est essentiellement un système de «tickets» ou bons pour faciliter les échanges de biens. La valeur ou validité de l'argent est basée sur la confiance que les hommes ont dans la capacité productrice de leur pays.

La fonction naturelle de l'argent est d'assurer continuellement la distribution de tous les biens utiles que le peuple peut produire et dont il a besoin.

Tous les gouvernements modernes ont négligé leur devoir, en abandonnant le contrôle du système monétaire à un petit groupe d'hommes qui se fichent de la fin première de l'argent et lui font atteindre un but diamétralement opposé. Ces hommes ont ainsi la haute main sur tout le pouvoir économique et même politique de la société.

Dans son encyclique *Quadragesimo Anno*, le Pape Pie XI attire l'attention du monde chrétien sur ce monopole international de la finance et indique quelques-unes de ses conséquences les plus désastreuses.

Les contrôleurs du régime financier actuel, c'est-à-dire les maîtres du système bancaire se sont fait réserver le droit d'émettre l'argent. Or ils ne créent et ne mettent l'argent en circulation que sous forme de dette qu'il faut leur rembourser avec intérêt. Par les remboursements qu'ils exigent à date fixe, ils retirent et annulent cet argent, avant même que les biens produits aient atteint les consommateurs.

Vu que l'argent est le véhicule pour faire passer les biens du producteur au consommateur, la disparition de l'argent enlève au peuple le pouvoir d'acheter toute la production faite pour lui. Le système bancaire, en retirant ainsi l'argent à contretemps et en retirant plus d'argent qu'il en avait émis, établit la rareté de l'argent en face des produits et en face du travail qui demande emploi.

De là, les exportations et la concurrence effrénée pour les marchés étrangers, parce qu'il n'y a pas assez d'argent dans le marché domestique. De là, les dettes internationales.. De là, les conflits économiques conduisant à la guerre.

Dieu ou le veau d'or? 7

De là aussi, les hypothèques progressives sur l'agriculture, l'industrie, le capital et les ressources naturelles de la société — hypothèques qui placent l'univers à la merci de ce monopole bancaire mondial...

L'État devenu esclave

Une autre conséquence désastreuse soulignée par le Pape, c'est la mise en esclavage, la soumission complète de l'Etat, de tous les gouvernements, de tous les organismes politiques, vis-à-vis d'une ploutocratie qui n'est, en somme, qu'un Etat dans l'Etat. Véritable pouvoir politique usurpé et conduit par les monopoleurs qui contrôlent l'argent, le sang même de la vie économique.

C'est là une inversion néfaste de l'ordre. L'organisme économique et industriel de la société devrait être subordonné à l'organisation politique attitrée. Dans le domaine temporel, le pouvoir politique régulier doit être suprême. Son autorité, en effet, découle de Dieu, et non pas de la force ou de la ruse de ceux qui, animés par des sentiments de domination et de lucre, ont usurpé le pouvoir économique en usurpant le contrôle de l'argent...

Le poids des hypothèques, des dettes est devenu trop lourd et l'Etat se voit forcé d'intervenir et de prendre sous sa tutelle l'exercice de maintes fonctions économiques qui appartiennent de droit aux organismes économiques subordonnés à l'Etat.

Le Pape Pie XI, dans *Quadragesimo Anno*, indique quelques-uns de ces organismes coopératifs — guildes ou corporations — par lesquels seraient instaurées des méthodes plus efficaces de production et de distribution des richesses.

Mais ils ne pourront atteindre leur objectif que si l'Etat commence par assujettir à l'industrie le système monétaire du pays en le dirigeant légitimement vers son but: distribuer les produits de la société considérée comme productrice à la société considérée comme consommatrice...

L'Etat doit donc, par des actes législatifs —

a) Déterminer la fonction propre du système monétaire;

8 Avant-propos

b) Passer des lois pour que cette fonction soit accomplie.

Donc, tracer les grandes lignes de la politique bancaire qui doit présider à l'émission et au retrait du crédit de la société...

Le devoir du gouvernement politique et des hommes d'Etat qui voudront partager ses responsabilités, sera de faire adopter les lois nécessaires pour fixer la politique financière nationale. Puis donner aux administrateurs actuels du système bancaire l'ordre d'agir en sorte que le but indiqué par cette politique soit atteint.

La société volée de son crédit

Le système bancaire seul possède et exerce de facto le pouvoir de fabriquer et de supprimer la monnaie.

La valeur, la validité, le pouvoir d'achat de cet argent ne proviennent pas de l'or, mais du crédit national, c'est-à-dire de ce que la société est capable de produire des biens pour honorer cet argent.

La société ne devrait donc pas être forcée de payer des intérêts perpétuels aux créateurs de l'argent. Elle paie tribut à des comptables qui ne font qu'enregistrer une valeur de production qui lui appartient, à elle, la société.

De plus, la société est forcée de payer ce tribut, non pas en produits qu'elle peut faire, mais en argent qu'elle ne fait pas. Le banquier exige, comme tribut, une chose que lui seul a le droit de faire. Le banquier seul fait l'argent. Or il ne fabrique que le capital, mais il demande de lui rapporter le capital qu'il a créé, plus l'intérêt qu'il n'a pas fait et que personne autre n'a le droit de faire.

Ce paiement d'intérêt, par la société, au système bancaire, sur de la monnaie nouvellement créée et qui ne coûte rien, n'est pas du tout semblable ni comparable à l'intérêt qu'un prêteur ordinaire exige sur de l'argent déjà en existence, qu'il a gagné, épargné et prêté à l'industrie.

Conséquences

Le système bancaire s'efforce constamment de retirer le plus tôt possible l'argent émis pour la production, sans

se soucier de voir à ce que cet argent ait effectué aussi la distribution...

D'où nombre de conséquences désastreuses:

a) Une concurrence effrénée. On cherche à diminuer le plus possible les prix de revient, en coupant sur les salaires ou en pressurant les ouvriers. Puis on cherche à vendre le plus cher possible. Le tout pour récupérer les frais totaux, y compris l'intérêt sur l'argent créé.

b) Une série continue de faillites. Les plus faibles et les moins brutaux tombent devant la concurrence, faute de pouvoir d'achat global suffisant chez les consommateurs.

c) La naissance de monopoles par la disparition des concurrents faibles.

d) Accumulation croissante de produits qui ne se vendent pas, malgré les besoins de consommateurs sans argent.

e) Lutte internationale pour les marchés étrangers, afin d'y écouler ces surplus. D'où conflits économiques engendrant des conflits militaires.

f) Orientation de l'industrie vers la production de biens de capital: machines, outillage, etc., pour essayer d'augmenter entre les mains du public l'argent nécessaire à l'achat des biens de consommation.

g) Faillite graduelle de cette tentative, vu que les machines déplacent l'ouvrier et parce que l'outillage ainsi augmenté est bientôt réduit au repos, les consommateurs n'ayant pas l'argent pour acheter les produits de cet outillage.

Le vrai remède

Les gouvernements ont voulu venir au secours de ces situations par divers palliatifs, par des travaux publics ou par des secours directs aux plus éprouvés.

Mais les gouvernements ne peuvent se procurer l'argent nécessaire à ces remèdes que de deux façons:

a) Par des impôts, soutirés du revenu déjà insuffisant des consommateurs;

b) Par des emprunts venant des banques, monnaie nou-

10 Avant-propos

velle faite par les banques, mais plus tard réclamée plus qu'en entier, vu l'intérêt qu'elle commande.

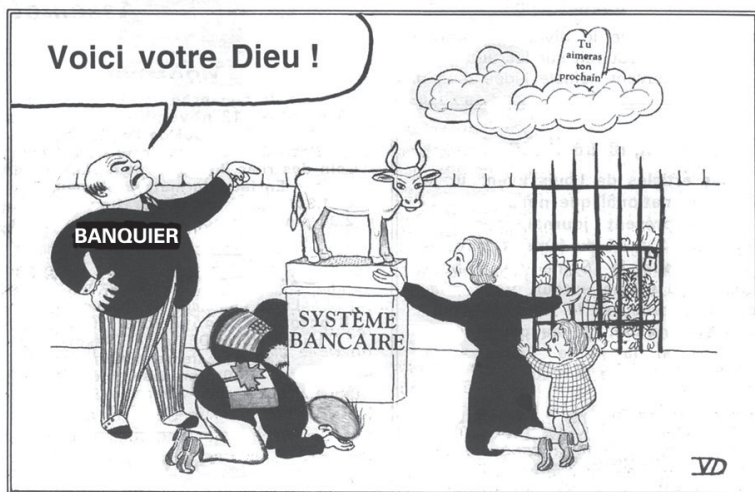
La faillite de ces remèdes est donc très évidente. Ils laisseront les consommateurs grevés d'une plus grosse dette et de plus en plus dépourvus de pouvoir d'achat...

Pour solutionner ce problème, il est clair que les gouvernements doivent:

- a) Reprendre leur prérogative, exercer eux-mêmes le contrôle sur le volume de l'argent nécessaire à leur peuple;
- b) Baser la monnaie sur la capacité productive de leur pays;
- c) Emettre l'argent nouveau, non plus comme une dette envers les banquiers et comme grevé d'intérêt, mais émettre de l'argent absolument libre de dette;
- d) Donner un dividende national à chaque citoyen.

«En même temps, pour empêcher automatiquement toute inflation comme toute déflation, pour maintenir un équilibre parfait et constant entre les prix et le pouvoir d'achat, les prix doivent être soumis à un escompte national établi d'après les statistiques de la production et de la consommation. Cet escompte sera calculé de manière à combler l'écart entre les prix et le pouvoir d'achat collectif.»

Père Peter Coffey



Appréciations de Louis Even

Cet opuscule est à l'origine de la fondation de l'Oeuvre des Pèlerins de saint Michel. Voici ce qu'en disait son fondateur, Louis Even, dans une magistrale conférence prononcée au congrès de 1959 à Allardville, Nouveau-Brunswick, Canada:



«Le bon Dieu s'occupe de nous, Il s'occupe des pauvres, de ceux qui ont des besoins, Il regarde, et quand l'heure est venue pour lui d'intervenir, quand bien même Il lui faudrait envoyer un ange, Il l'enverrait. Saint Thomas d'Aquin nous le dit lui-même, pour le spirituel par exemple, si l'âme est bien disposée, le Bon Dieu lui enverra un ange, s'Il ne peut

pas lui envoyer un missionnaire pour lui aider à se sauver.

Eh bien ! dans notre pays et dans tous les pays du monde, on sait qu'il y a aujourd'hui des gens qui souffrent. On dirait que c'est l'heure du bon Dieu, qu'Il a mis sur notre chemin le Crédit Social. Sur notre chemin à tous, il nous met le Crédit Social, et pour ma part, tous les jours de ma vie, je pense bien de l'autre bord aussi, je bénirai le Bon Dieu d'avoir mis cela sur mon chemin. Je me rappellerai toujours, cette journée de 1934, lorsque sur le train qui me conduisait à mon ouvrage, de Montréal à Ste-Anne de Bellevue, j'ai eu le privilège de lire une brochure de 96 pages, (Il s'agissait du présent opuscule: «Du régime de dettes à la prospérité») qui expliquait le Crédit Social. Je ne cherchais pas le Crédit Social. Je cherchais quelque chose pour finir avec la crise absurde dans laquelle on se débattait dans ce temps-là. J'avais lu pas mal de choses. A part mon ouvrage dans la journée, j'étais professeur pour les employés de notre imprimerie, qui étaient un peu plus d'une centaine. Toutes les semaines, nous avions une séance d'étude.

On avait choisi comme sujet d'étude «la question de l'argent et du crédit». Alors on cherchait un manuel. J'avais lu beaucoup de manuscrits, et de petits opuscules, et de livres qui nous étaient envoyés, et dans tous, je trouvais qu'il y avait des efforts pour améliorer la situation, mais qu'il y avait quel-

12 Avant-propos

que chose qui clochait aussi dans tous. On pouvait venir au secours du monde, à condition, à condition, à condition: fallait faire des plans, fallait faire de la dictature, fallait faire du socialisme, pour venir au secours du monde.

Quand j'ai vu le Crédit Social, mais j'ai dit: c'est merveilleux! J'ai trouvé tout de suite que c'était vrai, que c'était une vérité que je découvrais là. Les autres avaient des ombres dans leur tableau. Il n'y avait pas d'ombre dans le Crédit Social, c'était une vérité. Je n'étais pas bien avancé dans le livre, avant de le finir, en voyant ce que c'était, j'ai dit: C'est si beau, qu'il faut que tout le monde sache ce que c'est. Il a été mis sur mon chemin, il faut que ce soit mis sur le chemin de tout le monde. C'est la Providence qui avait mis cela sous mes yeux, et malgré que je n'avais pas beaucoup de moyens dans ce temps-là, je ne savais pas trop comment m'y prendre. Mais j'avais le désir et j'en faisais presque le vœu que je me mettais à répandre cela le plus possible. Je faisais mon ouvrage, je ne pouvais pas faire grand-chose, excepté en fin de semaine, jusqu'au jour où grâce à l'initiative et à l'appui de Mme Gilberte Côté-Mercier, j'ai pu décider de quitter mon ouvrage et devenir Plein-Temps pour la grande œuvre du Crédit Social.

Que ferait donc le Crédit Social? Le Crédit Social finirait un problème qui n'a pas sa raison d'être. Un problème dont la seule existence est un affront à la logique même et c'est une condamnation de tous ceux qui tiennent les leviers de commande dans les pays civilisés aujourd'hui.

Quel est ce problème-là? C'est le problème qui est celui de tout le monde. En bas et en haut, dans vos familles, dans vos Conseils municipaux, dans vos Commissions scolaires, partout, rien qu'un problème, le problème de l'argent, le seul problème qui se pose.

Or l'existence de ce problème-là c'est une preuve que l'humanité est absolument dans les ténèbres comme étaient les idolâtres qui adoraient les faux dieux. Ils sont là au pied de l'argent, ils ne sont pas capables, ils pensent qu'ils ne sont pas capables où ils ne veulent pas résoudre un problème qui est si facile à régler....»

Louis Even

Du régime de dettes à la prospérité 13

Cet opuscule expose brièvement l'analyse économique et les propositions constructives du Crédit Social. Celles-ci sont principalement l'œuvre du Major C. H. Douglas, un ingénieur écossais de grande expérience pratique en sciences, en affaires et en économique.

Les propositions du Crédit Social sont conçues pour raviver les affaires, préserver la propriété privée et le système de profit, réduire les dettes, diminuer les taxes et procurer la sécurité économique à tout citoyen du Canada.

Le Crédit Social atteindrait ces résultats par l'émission de pouvoir d'achat aux consommateurs, directement, sous forme de crédit. Trois mesures pratiques, bien définies sont nécessaires à cette fin:

1. L'établissement, au Trésor du Canada, d'un compte de Crédit National dans lequel la production de richesse réelle de la nation figure au crédit et la consommation au débit.
2. La vente de tous les biens de consommation au "juste prix," au moyen d'un escompte au détail déterminé par le coût réel de production.
3. L'émission du dividende mensuel à tout citoyen canadien.

Le Crédit Social aborde et étudie les problèmes actuels du point de vue pratique d'une civilisation enrichie de toutes les devises modernes de la science pour satisfaire les besoins et les désirs de ses membres. En réponse aux problèmes de la pauvreté et de la dépression, le Crédit Social propose une solution bien définie, la voie la plus raisonnable et la moins difficile pour sortir de la



**C.-H. Douglas
1879-1952
concepteur des
propositions
financières du
Crédit Social**

14 Avant-propos

confusion financière qui humilie notre vingtième siècle. Le Crédit Social montre le moyen de remplacer les dépressions périodiques par la sécurité économique permanente, basée sur une véritable évaluation financière de la richesse réelle du Canada et l'octroi d'un pouvoir d'achat adéquat aux citoyens de ce pays.

Le Crédit Social est fondé sur deux propositions:

Premièrement: La monnaie doit exactement refléter l'état exact de notre RICHESSE RÉELLE.

Deuxièmement: Toute nation civilisée où le système monétaire refléterait les faits et accomplirait son rôle (distribuer les produits et les services) verrait chez elle le règne de la prospérité et de la sécurité économique permanente et la disparition de la pauvreté, des dettes paralysantes et de la dépression industrielle.

Le Crédit Social n'est cependant, remarquons-le bien, ni du socialisme, ni du fascisme, ni du communisme. Il n'entraîne aucune confiscation et ne veut sacrifier, ni la liberté, ni les droits de propriété de personne. Plus que n'importe quelle autre doctrine, il veut l'application du simple bon sens à la monnaie et aux affaires. Le Crédit Social ne touche qu'à la partie monétaire du système économique, parce que c'est la seule qui soit en défaut. Les méthodes de production sont bonnes; l'initiative privée est excellente; le mobile profit n'est point à condamner. Pas besoin donc de toucher à ces choses. Les théories socialistes et communistes sont aux antipodes du Crédit Social; elles veulent embrigader l'homme au service d'un système, tandis que le Crédit Social place un système au service de l'homme.

Il reste vrai qu'en corrigeant la partie monétaire défectueuse du système économique, tout le système s'en ressent, et pour le mieux. C'est la fin de la loi de la jungle, la fin de la philosophie qui enseigne qu'on ne peut réussir qu'en appauvrissant son voisin.

Chapitre 1

La situation actuelle

Depuis quelques années nous souffrons d'une dépression universelle de l'industrie. Tous désirent la reprise des affaires. Des millions ont faim, pendant que les entrepôts regorgent de blé, ils réclament des vêtements et l'on détruit le coton; ils sont sans foyer et des maisons restent vacantes. Des foules vivent dans les privations, avec une richesse inutilisée à portée de leurs mains. Pauvreté au sein de l'abondance! Quel triste paradoxe pour un monde civilisé!

Mais ce spectacle pitoyable devient encore plus frappant si l'on compare le Canada producteur avec le Canada consommateur, le Canada manufacturier avec le Canada acheteur. Le manufacturier peut produire presque sans limite, mais l'acheteur a des moyens très bornés et ne peut acheter. À cause de ce non-sens, les roues de l'industrie demeurent en panne.

La reprise des affaires est d'ordre purement économique, puisque les éléments physiques ne font pas défaut. Il ne faut pas s'effaroucher de ce mot, «économique.» L'économie domestique est la bonne gouverne de la maison; l'économie politique s'occupe de la gouverne des collectivités. Les questions économiques sont du domaine de l'intelligence ordinaire; on peut en parler en langage simple et courant. Au lieu d'essayer de saisir un amas d'idées abstraites, il est bien plus compréhensible et plus utile, de considérer l'économie simplement dans son application aux affaires de tous et de chacun.

Encore faut-il s'entendre sur le sens des termes quand on veut traiter un sujet. Nous allons appeler **commerce** le procédé qui consiste à satisfaire les désirs des hommes par l'échange entre eux des produits de leur travail, au moyen d'un intermédiaire appelé **monnaie**. S'il n'y avait pas d'intermédiaire, ce serait le simple troc, beaucoup moins souple et incapable de fonctionner adéquatement dans le monde avancé d'aujourd'hui.

16 Chapitre 1

L'industrie et le commerce sont nécessaires pour satisfaire les besoins et les désirs des hommes. Nous avons constamment besoin de produits nombreux et variés, et nous avons établi des moyens perfectionnés pour les manufacturer en grande quantité. Mais le moyen de les distribuer, de les passer du producteur presque inépuisable au consommateur qui les recherche est loin d'être de pair avec les progrès réalisés dans les procédés de fabrication.

But du système économique

Voyons en imagination une immense vitrine de magasin traversant le continent de Halifax à Vancouver. À l'intérieur de cette vitrine plaçons toutes les marchandises que le Canada produit. À l'extérieur onze millions d'êtres humains, brûlant d'acheter, le nez écrasé contre la vitre, posture familière à nos années d'enfance. Entrons dans le magasin et jetons un coup d'œil. La première chose qui nous impressionne est l'étonnante variété des marchandises offertes. Des centaines de mille articles sont là en vente — tout ce qu'il faut pour vivre dans le confort, l'aisance, la satisfaction.

Demandons au marchand comment il peut maintenir cette abondance de provisions. Il nous montrera les entrepôts bondés de produits. Fournissant les entrepôts, une chaîne de manufactures; alimentant les manufactures, des fermes et des mines productives; orientant les fermes et les usines, les laboratoires et les écoles, et derrière toutes ces choses, les appuyant de son ambition et de son enthousiasme, le peuple canadien lui-même avec son histoire, ses talents, son génie, ses progrès. Fort de toutes ces ressources, le marchand peut vous garantir une abondance de marchandises dépassant les pouvoirs de l'imagination la moins freinée.

Cette provision de marchandises et de services constitue la Richesse Réelle du Canada. La capacité de produire et de livrer ces biens, marchandises ou services, est

la seule vraie limite à notre Crédit Réel. Nous avons les matériaux et les aptitudes voulus pour produire immensément plus de marchandises et de services que nous n'en produisons aujourd'hui. Il n'existe aucun doute sur l'abondance de notre Richesse Réelle et tangible.

Regardez maintenant autour de la manufacture de richesses. Combien peu de personnes y travaillent! Partout, des machines remplacent le travail manuel, machines conçues et installées pour épargner les corvées fatigantes à l'homme, tout en multipliant pour lui les fruits de la production. La science a soulagé l'homme; la malédiction qui condamnait Adam à manger son pain à la sueur de son front s'est adoucie en déchargeant la grosse partie du fardeau sur les épaules bien plus larges des forces de la nature, en attelant à son service l'énergie solaire transformée en vapeur et en électricité. Ces forces maîtrisées peuvent tenir la vitrine du magasin remplie de marchandises qui émerveillent notre vue. Et nous ne faisons que commencer à savoir utiliser nos nouveaux serveurs d'une manière efficace! Vraiment, cette visite au grand magasin national crée l'impression d'une richesse prodigieuse. Nous nous réjouissons spontanément de vivre dans un pays si inépuisablement riche.

Joignons maintenant les onze millions d'acheteurs (*la population du Canada en 1934*) à l'extérieur de la vitrine. Quel changement! Au lieu de la coopération ordonnée et scientifique de la production qui s'épanouit dans une plénitude de biens, en franchissant la porte de sortie, nous tombons au milieu d'une cohue de gens inquiets, se débattant avec la misère, mécontents d'aujourd'hui, inquiets de demain, se combattant les uns les autres comme pour se disputer une proie trop rare. Avons-nous changé de pays?

Qui est cette foule? Qui sont ces onze millions? Nous, tous. Nous sommes tous acheteurs et consommateurs de produits. Il nous faut nourriture, vêtements et abri pour pouvoir vivre. Et que d'autres désirs inhérents

18 Chapitre 1

à notre état de civilisation !

Pourquoi cet immense magasin débordant de richesses? Pourquoi l'exploitation intelligente du sol, du sous-sol, des forces naturelles, et pourquoi l'érection d'usines bien outillées pour maintenir ses provisions ?

La réponse est claire. On produit pour consommer, non pour garnir des étagères et des entrepôts. Le but de la production est la consommation.

Chacun sait par expérience qu'il ne peut seul produire tout ce dont il a besoin. Il est des marchandises et des services qu'il doit demander à d'autres mieux en état de les fournir. Il faut du système dans la production et la distribution de ces produits, si l'on veut travailler de concert, avec ordre et efficacité. Du côté production, le succès est remarquable. L'industrie moderne s'est développée à un degré que les plus audacieux n'eussent osé rêver il y a seulement quelques générations. La capacité de l'industrie n'est plus à établir.

Brièvement défini, le but du système économique est de livrer les biens à la consommation où, quand et comme l'exigent les besoins et les désirs des consommateurs.

Avec ce but bien présent à l'esprit, et retenant le double aspect d'un Canada manufacturier et d'un Canada acheteur, jetons un regard sur notre système économique actuel.

Les traits saillants de nos difficultés présentes sont malheureusement des choses tellement familières que nul d'entre nous ne peut les ignorer. On peut grouper les calamités qui nous accablent sous quatre titres principaux: Pauvreté, Dette, Taxes, Dépression. La présence de l'une ou de l'autre peut prêter à litige, mais ce qui est certain et fait honte à la civilisation du 20ème siècle, c'est qu'elles sont ici toutes les quatre, dans la plus grande ère de science et de contrôle des forces de la nature que le monde ait jamais connue.

Le paradoxe de l'abondance

Grâce aux progrès continus de la science, nous sommes enfin arrivés à l'âge si désiré de l'abondance. Les inventions et les perfectionnements technologiques ont augmenté, d'une façon presque incroyable, notre capacité de production de Richesse Réelle. Mais nous n'avons pas établi un moyen adéquat de distribution et cette énorme richesse réelle du Canada ne pouvant atteindre le consommateur, une bonne partie de la capacité de production doit rester inutilisée.

Les producteurs cherchent à vendre. Les consommateurs voudraient acheter, mais ne le peuvent pas. Beaucoup souffrent du froid, de la faim et vivent dans des taudis. Ils ne peuvent se nourrir, se vêtir, se loger, parce qu'ils n'ont pas de monnaie pour acheter ce que le producteur de nourriture, de vêtements, de logement ne demande pas mieux que de vendre.

Voilà le fameux paradoxe de «La pauvreté au sein de l'abondance» dont on parle si souvent — état humiliant de souffrance et de misère, chez une des plus riches nations de la terre. N'est-ce pas une insulte à l'intelligence humaine ?

La majeure partie de la population du Canada ne reçoit pas assez pour vivre dans une sécurité raisonnable. Bien pis, nombreux sont ceux de nos citoyens qui doivent vivre de «secours direct», état d'abandon démoralisant dans ses effets et ne donnant satisfaction à aucun point de vue. Son seul mérite est d'empêcher de mourir tout à fait ceux qui ne peuvent acheter les nécessités de l'existence... dans un siècle de lumière et d'abondance !

Impôts, dettes — et le fardeau augmente toujours

Les affaires sont stagnantes, faute de ventes, et nous nous débattons sous un fardeau de plus en plus écrasant d'impôts et de dettes. L'intérêt sur les dettes publiques de toutes sortes (fédérales, provinciales, municipales, etc.)

20 Chapitre 1

est tel que 35 pour cent des gains des travailleurs vont en tribut au système, ce qui veut dire que toute personne qui travaille donne deux jours et quelques heures sur les six jours de sa semaine à nos maîtres les barons de l'argent.

Les taxes montent toujours et ne suffisent même pas à payer l'intérêt, malgré les coupures qu'on a faites dans les services administratifs et sociaux.

Les dépenses gouvernementales occasionnées par le secours aux nécessiteux et les entreprises de relèvement économique augmentent continuellement et appellent de nouvelles taxes. Chaque nouveau budget confirme ces constatations. Dettes et taxes poursuivent leur ascension vertigineuse alors que s'appauvrissent le débiteur et contribuable. Au zénith de leur course, dont elles approchent rapidement, ce sera l'explosion, la banqueroute nationale. Allons-nous attendre patiemment que se produise cette catastrophe ?

Ceux qui travaillent gémissent sous le fardeau des impôts. Et pourtant les fonds prélevés sont insuffisants pour donner une part décente de nourriture, de vêtement et de logement aux sans-travail et à leurs familles.

Un cinquième de nos travailleurs chôme. Victimes du système, la plupart de ces chômeurs ne demanderaient pas mieux que travailler, mais impossible de leur trouver des places. Il faut pourtant bien qu'ils vivent. Pour leur fournir nourriture, vêtements et abri, les secours directs, les camps de concentration, les entreprises de secours tirent sur les fonds du public, recueillis principalement au moyen de taxes, de sorte que ceux qui travaillent «emploient», pour ainsi dire, les victimes du chômage. Même si les fonds de secours nécessaires immédiatement sont prélevés au moyen d'obligations, achetées surtout par les banques, ces obligations devront être finalement retirées au moyen de taxes. On échafaude simplement des dettes futures sur les dettes présentes, on hypothèque l'avenir pour payer la confusion actuelle.

Les efforts du gouvernement pour distribuer un pouvoir d'achat supplémentaire par des prêts, des programmes d'entreprises publiques et civiles, des mesures de secours, etc. ont augmenté un peu l'emploi et stimulé certains producteurs; mais le pouvoir d'achat parvenant aux mains des acheteurs de la nation reste insuffisant pour absorber le total de cette production.

Aux États-Unis, on calcule que la somme dépensée pour le programme de relèvement du gouvernement égale le chiffre effarant de 12 000 \$ par minute. Cette monnaie est **empruntée**, surtout du système bancaire, au moyen d'obligations du gouvernement. En même temps, les statistiques estiment que les propriétés commerciales, industrielles et autres des États-Unis sont hypothéquées pour plus de 85% par le système bancaire de ce pays. Les entreprises ne peuvent emprunter, les banques ne peuvent prêter, les acheteurs ne peuvent acheter. Dans ce cercle vicieux, la reprise est embourbée. Au Canada, la même politique prévaut. Nos gouvernants ne semblent voir aucune autre solution que la continuation du système actuel d'emprunts, qui lie la nation en servitude au système bancaire privé. Pour la dette fédérale seule, chaque homme, femme et enfant de ce pays doit aujourd'hui plus de 260 \$ et ce chiffre augmente continuellement. Comment sera-t-il jamais payé? Et pourtant on semble croire qu'il n'y a pas à s'en tracasser pour le moment et qu'on peut continuer d'emprunter pour tâcher de sortir de la pauvreté qui règne. Est-ce sensé? Ne devrait-on pas chercher une autre méthode?

Combien de nouvelles dettes faudra-t-il pour sortir des dettes actuelles? Aussi bien vouloir lutter contre le froid en se défaisant de ses habits!

La stupidité du sabotage

On a aussi le spectacle surprenant d'un plan de sabotage organisé et sanctionné par les gouvernements — la destruction ou la limitation délibérée de la richesse

22 Chapitre 1

agricole afin d'abaisser la production au niveau déprimé de la consommation? Comment la destruction des biens va-t-elle remédier aux besoins des nécessiteux? Évidemment toute destruction de richesse détruit son équivalent de possibilités de satisfaction humaine.

Confusion économique

Écrivant dans le *Saturday Evening Post* du rêve d'abondance pour tous qui a hanté l'homme à travers les âges et de son incapacité actuelle à gérer ses propres affaires, Garet Garret dit:

«Dans l'acte même de saisir la réalité d'une abondance illimitée, il est frustré, non par quelque chose qui arrive malencontreusement au rêve lui-même, mais parce que le rêve se réalise. L'abondance écrase l'homme qui l'a cherchée. Il ne peut l'administrer. Et quand il essaie d'expliquer pourquoi, ce qu'il dit n'a pas de sens pour ses propres oreilles. Parce qu'un peuple peut produire plus qu'il ne peut consommer, il ne peut consommer autant qu'il voudrait! Insensé! Pourtant il doit agir comme si c'était sensé, incapable qu'il est de songer à quelque autre solution.

«Avec de la monnaie venant du Trésor public, c'est-à-dire de son propre gousset, cet homme moderne se paie lui-même pour enfouir son coton sous terre, parce qu'il y en a trop; il se récompense lui-même pour ne pas cultiver du blé parce qu'il a un surplus de blé; il achète de jeunes cochons et les tue pour s'en débarrasser. Avec la monnaie venant toujours de sa propre poche, il se paie lui-même pour limiter ses heures d'ouvrage. Laquelle de ces mesures a du bon sens? Il est clair que pareille destruction ne peut qu'appauvrir le monde... A-t-on jamais vu pire confusion? Le mécanisme économique merveilleux dont nous nous vantions tant est-il donc absurdement détraqué?»

Simple faits

Nos riches ressources naturelles, nos champs, nos mines et nos usines, avec toutes leurs capacités productives, existent aujourd'hui aussi bien qu'en 1929. Et Dieu sait si nos onze millions de Canadiens ont des besoins et des désirs à satisfaire! Nourriture, vêtements, logements, articles de nécessité, articles de confort, radios, couvertes chaudes, automobiles, etc., trouveraient certainement preneurs, étant donné un pouvoir d'achat suffisant.

Notre richesse productive est toujours là, capable de répondre à toutes nos demandes, et cependant on nous dit que nous sommes en dette. Depuis 1929, la valeur de notre richesse nationale, mesurée en monnaie, s'est contractée, a perdu presque un tiers de sa valeur totale de 1929. D'après les «experts financiers», en termes de monnaie, presque un tiers de notre richesse s'est volatilisée.

Que le tiers de notre pays fût détruit par un tremblement de terre, par le feu ou par l'inondation, la disparition du tiers de notre richesse s'expliquerait. Mais on n'a pas eu à déplorer de catastrophe de ce genre. Le Canada est resté aussi beau et aussi fertile que jamais, avec ses riches moissons actuelles ou potentielles et ses usines remplies de machines d'où les produits peuvent sortir à flot.

Qu'est-il donc arrivé à cette richesse pour qu'elle ait perdu sa valeur? Absolument rien. **La richesse elle-même existe toujours, c'est sa valeur en fonction de la monnaie qu'on a détruite.** N'allons pas confondre RICHESSE avec MONNAIE. La richesse est là, ce sont les titres à la richesse, la chose la plus simple à créer — et à détruire — qu'on a détruits, et pour cette absurdité, nous vivons comme dépouillés de la richesse dont nous avons besoin, alors qu'elle est toujours à notre porte.

Revenez à la vitrine du magasin d'abondance. De l'extérieur, la foule même qui a produit ces biens gémit

24 Chapitre 1

de n'avoir pas l'argent pour les acheter. Pauvre humanité qui ne peut jouir du fruit de tes propres travaux, simplement à cause des limites du pouvoir d'achat imposées par un système de ta propre création ! Quelle tragique absurdité ! Et doublement stupide parce qu'il ne dépend que de nous de changer, à l'heure même où nous déciderons de le faire, un système monétaire qui nous sert si mal. Il ne s'agit pas d'un phénomène naturel qu'il faut subir, mais d'un simple mécanisme établi par l'homme pour le servir, et dont l'homme si éclairé d'aujourd'hui semble devenir l'esclave insensé.

Affaires confuses

Posons le problème dans toute sa simplicité, dans toute sa crudité. Les ingénieurs industriels attestent que nous pouvons produire en abondance tout ce qu'il faut pour satisfaire nos besoins. Pourquoi donc ne pas le faire quand tant de besoins crèvent les yeux ? Simplement parce que **nous avons déjà produit, non pas assez pour nous satisfaire, mais plus que nous ne pouvons vendre.**

Analysez un peu cette chose appelée «surproduction.» Pourquoi ne peut-on vendre ce «surplus de produits» pour lesquels on constate tant de demande ? Parce qu'il n'y a pas dans le pays un pouvoir d'achat égal au prix des marchandises produites. Ceci saute aux yeux de tous.

«La difficulté ne réside pas dans le manque de désir, mais dans l'insuffisance de pouvoir d'achat.»

Cette insuffisance du pouvoir d'achat chez des acheteurs qui sont dans le besoin a sa source dans le système monétaire. Pourtant la monnaie fut imaginée par l'homme lui-même comme mesure des valeurs et pour faciliter le commerce et les affaires. Comment peut-on conduire les affaires d'une façon aussi paradoxale, avec un surplus invendable, qualifié absurdement du nom de

«surproduction», alors que les consommateurs réclament des produits? L'idée de surproduction est un non sens tant qu'existent des demandes non satisfaites.

Sous-consommation — Et pourquoi

Voici que nous approchons du cœur du problème. De toute évidence, le mal qui paralyse la vie économique n'est pas dans une surproduction, mais plutôt dans une **sous-consommation**. Pour avoir accès aux produits, les consommateurs doivent posséder un pouvoir d'achat. Mais ce pouvoir d'achat est aujourd'hui très insuffisant. La sous-consommation existe parce que nous n'avons pas assez de pouvoir d'achat pour acheter le **total des biens que nous produisons**.

Notre système économique pourvoit amplement à la finance de la **production**, mais le mode de finance de la **consommation** est piètre et défectueux, c'est lui qu'il faut blâmer. Le producteur peut produire, mais le consommateur ne peut pas consommer.

Et pourquoi les consommateurs manquent-ils de pouvoir d'achat? À cause du système financier lui-même. Ce manque de pouvoir d'achat continu existe parce que le système monétaire, qui fut conçu pour effectuer facilement le flux des marchandises du producteur au consommateur, porte en lui-même des défauts fondamentaux si sérieux que le système ne peut résister. De ces défauts sont nées les dépressions, la misère, les dettes et les taxes, toutes fruits d'une insuffisance chronique du pouvoir d'achat, en temps de prospérité comme en temps de crise.

La faillite de la finance

Il n'y a pas à ergoter à propos de la faillite du fonctionnement du système monétaire. Elle est un fait. Accusation grave, mais fondée sur des preuves irréfutables, prises non seulement dans les annales des faits passés, mais à chaque pas de notre expérience quotidienne.

26 Chapitre 1

Éveillé par la souffrance, l'intérêt public commence enfin à concentrer son attention sur ce manque de pouvoir d'achat. La faillite du système monétaire dans son rôle, qui consiste à permettre l'écoulement des marchandises du producteur au consommateur, ne peut rester dissimulée plus longtemps. Regardons les faits en face. Qu'est-ce donc qui a causé la chute de notre structure financière ?

Avec l'avènement des forces motrices, la monnaie a cessé d'être un serviteur à hauteur de sa tâche. Lorsque la production était difficile, les produits relativement rares, notre vieux système monétaire pouvait soutenir assez bien la marche des affaires. Des marchés nouveaux s'ouvraient et absorbaient notre surplus de production. Mais aujourd'hui que le monde peut, en utilisant des machines à force motrice, produire en quantité pour ainsi dire illimitée, nous avons gardé le même système monétaire, ni conçu, ni ajusté pour ces conditions nouvelles. La science et les inventions ont dépassé notre vieille conception de la monnaie. La rareté des produits a fait place à l'abondance, mais la monnaie rare est demeurée un dogme et une pratique que les chefs de la finance veulent maintenir sacrés.

Pour comprendre cet anachronisme et distinguer clairement la raison basique de l'insuffisance du pouvoir d'achat, apprenons premièrement comment le système monétaire opère en pratique. Puisque ses opérations ont conduit à la faillite, il convient de rechercher les motifs qui l'ont amenée. Nous avons vu que le manque de pouvoir d'achat est seul responsable de la sous-consommation. Déterminons maintenant ce qui cause l'insuffisance chronique de monnaie.

Chapitre 2

Trois mots importants

Toute discussion du système monétaire ramène fréquemment trois mots dont on fausse le sens étrangement. Il convient de les expliquer dès l'abord si nous voulons comprendre clairement pourquoi les opérations du système monétaire produisent une insuffisance chronique et toujours plus prononcée du pouvoir d'achat. Il s'agit de richesse, crédit et monnaie. Ces trois choses sont étroitement liées ensemble, mais cependant très distinctes.

RICHESSSE

Larousse définit la richesse une «abondance de biens.» La richesse consiste donc surtout en produits. Bien des auteurs étendent le sens du mot richesse à tout ce qui satisfait directement ou indirectement les désirs de l'homme, ce qui comprend, non seulement les produits matériels, mais aussi les services (du médecin, du professeur), etc.

Considérée au point de vue national, la richesse doit embrasser, comme partie très importante, l'immense héritage intellectuel que nous ont légué nos ancêtres. Que seraient les abondantes ressources naturelles, les forêts, les mines, les fermes et les manufactures qui enrichissent le Canada d'aujourd'hui si nos ancêtres ne nous avaient légué des connaissances scientifiques bien établies. Cette partie de notre richesse est un actif appartenant à la nation tout entière.

«Le système de production économique moderne **n'est pas un système de production individuelle.** C'est de plus en plus un ensemble synthétique de biens dont l'existence est surtout due principalement à l'emploi de la force motrice, aux procédés scientifiques modernes et aux organisations de toutes sortes.» (Douglas, à Oslo, Norvège, fév. 1935.)

La richesse réelle d'une personne ou d'une nation, peut être mesurée par l'aptitude de cette personne ou

28 Chapitre 2

de cette nation à distribuer les produits et services demandés.

Ce n'est pas toujours chose facile de mesurer la richesse, parce que la valeur de chaque article qui la compose dépend directement du désir qu'en éprouvent les consommateurs. Mais puisque nous avons tous affaire avec la richesse dans la satisfaction de nos désirs, il faut bien quelque moyen de mesurer la valeur des biens — produits ou services — par rapport à ces désirs.

Résumons: La richesse réelle est tout bien — produit matériel ou service — qui correspond à un besoin, à un désir du consommateur.

CRÉDIT — réel et financier

Le Crédit est l'air essentiel à la vie du commerce moderne.

Le mot **crédit** dérive du mot latin *credere* signifiant «croire, avoir confiance.»

Tout crédit est donc fondé sur la confiance. Dit-on que le crédit d'un homme est bon, on veut dire qu'on peut avoir confiance en son pouvoir de tenir sa promesse de payer. Le crédit est basé sur les moyens de payer ou de livrer la marchandise, comme c'était promis.

Mais on ne réalise pas généralement qu'il y a deux sortes de crédit, différentes et bien distinctes, connues respectivement comme **crédit réel** et **crédit financier**. On peut les définir ainsi:

Le **crédit réel**, est le degré d'aptitude à livrer une **richesse réelle** (marchandises ou services) où, quand et comme elle est demandée.

Le **crédit financier** est le degré d'aptitude à livrer de la monnaie où, quand et comme elle est demandée.

Le crédit réel dépend donc de la capacité de production et de transport. Le crédit financier dépend de la capacité de paiement en monnaie. Cette distinction est très importante, et on doit l'avoir clairement présente à l'es-

prit quand on étudie le système monétaire.

Nous y reviendrons.

MONNAIE

La **Monnaie** est devenue la chose nécessaire pour pouvoir vivre dans la société moderne. Mais est-il dans notre langue un autre mot qui soit sujet à tant de confusion et qui ait autant embrouillé la pensée? Il n'est pas exagéré de dire que la plus grande partie des ruines accumulées par notre système économique en panne est due à une fausse conception de la vraie nature et du rôle de la monnaie. D'où l'importance vitale de saisir le sens du mot Monnaie, même s'il faut pour cela reviser complètement nos idées antérieures.

On peut définir la **monnaie** comme étant «un intermédiaire d'échange, un moyen d'exprimer une demande effective pour des produits.» En ces jours d'hystérie économique, cette définition simple dissipera une grande partie de la confusion qui enveloppe la monnaie dans le mystère.

Le Dr Walker dit: «La Monnaie est tout intermédiaire ayant atteint un tel degré d'acceptabilité que, peu importe de quoi il est fait ou pourquoi les gens le veulent, personne ne le refuse en échange de ses produits.»

On écrit et on parle beaucoup de «monnaie saine.» Qu'est-ce que la «monnaie saine?» Les experts se servent de cette expression pour imposer silence à la critique. Il nous semble pourtant raisonnable de dire qu'un système de monnaie sain, c'est celui qui fonctionne, celui qui déplace les produits, celui qui permet à une production abondante et variée de satisfaire des besoins nombreux et variés.

La Monnaie et l'Or

L'origine de l'usage de la monnaie se perd dans la nuit des temps. Évidemment les hommes ne connurent d'abord que le troc ou échange de produits pour pro-

30 Chapitre 2

duits. Avec le temps, néanmoins, ils trouvèrent une pratique commode pour effectuer les échanges plus simplement au moyen d'une sorte de circulation de gages, ces gages étant des objets de valeur, des bestiaux, des peaux, ou de l'or. Plus tard, les objets, parfois encombrants, firent place aux rondelles de métal, et finalement aux pièces de monnaie, servant aux mêmes fins que les gages. Sans avoir nécessairement une valeur intrinsèque, elles servirent de mesures acceptées des valeurs et furent émises par les gouvernements comme **intermédiaire de circulation** ou monnaie de l'État. Parce que l'or était rare et facile à mesurer, on s'en servit de plus en plus pour les pièces de monnaie et il fut graduellement accepté comme base presque universelle de la valeur de la monnaie.

L'or, qui est simplement un produit, grandit donc au point d'être considéré comme la fondation du premier système monétaire.

Au moyen-âge, quand les marchands sentaient le besoin d'une place sûre pour garder leur monnaie, ou les seigneurs leurs bijoux, les seules personnes qui leur inspirassent assez de confiance étaient les orfèvres, et la pratique s'établit de déposer la monnaie chez l'orfèvre. Si, au début, le marchand retirait son or ou son argent pour effectuer des paiements, il ne tarda pas à prendre l'habitude de donner seulement l'ordre à l'orfèvre de payer à qui de droit... Et ces ordres, passés au bénéficiaire étaient souvent transmis par lui à d'autres, de sorte que maintes transactions avaient lieu sans déplacement d'or.

Avec l'augmentation du commerce de la richesse, le papier-monnaie ou billet, supplanta graduellement le transfert d'or. La monnaie métallique fit place aux billets vers l'an 1700 de notre ère et les orfèvres évoluèrent en banquiers. Depuis, on a développé un système encore plus souple et plus commode: les banques, en étendant

les crédits, créent des dépôts que les emprunteurs mettent en circulation au moyen de chèques, et cette monnaie de banque est si bien acceptée qu'elle sert maintenant à la plus grande partie de nos transactions. Par le volume de sa circulation, cette monnaie de banque **compte pour plus de quinze fois** la monnaie émise par le gouvernement.

Un point important mérite ici de retenir l'attention. Avant l'usage des chèques, l'or était la principale mesure de valeur sur laquelle on basait l'émission de monnaie. Maintenant que le chèque prévaut et que l'or n'est plus en circulation dans la plupart des pays, le système monétaire devient de plus en plus une simple méthode de comptabilité, tenant le record des valeurs échangées, et se détache de plus en plus de l'or.

Certains gens maintiennent encore que le prix de l'or est le seul étalon des valeurs, mais l'histoire récente, l'expérience actuelle défient cette croyance. La valeur de la monnaie, son pouvoir d'achat, dépend de la quantité de monnaie par rapport à la demande, c'est-à-dire par rapport au volume des produits, au chiffre de la population et à l'activité commerciale. L'étalon-or n'a pas empêché la dévalorisation (suivie de la dévaluation) du franc, de la lire, du mark, lorsqu'on a mis cinq fois plus de francs en circulation en France sans augmenter simultanément le volume des produits, quatre fois plus de liras en Italie et des millions de fois de plus de marks en Allemagne.

L'étalon-or ne nous intéresse pas. Nous nous intéressons bien plutôt au fonctionnement pratique du système monétaire, et l'or n'est plus maintenant en circulation. Nous avons défini la monnaie comme simple moyen d'échange, et nous étudions la manière dont cet intermédiaire remplit actuellement son rôle.

Chapitre 3

Nature de la monnaie

Nous savons que les produits sont transférés du producteur au consommateur au moyen de monnaie. La monnaie est donc le chaînon unissant la production à la consommation. Elle sert de pont entre la demande de produits de la part du consommateur et la satisfaction de cette demande de la part du producteur. On pourrait dire que la monnaie est l'agent d'équation entre les désirs et les produits, permettant la satisfaction des premiers en terme des seconds. Elle fonctionne comme une force semblable à l'électricité: elle actionne un moteur, mais reste invisible, et nous en voyons seulement les effets, la transformation des désirs, qui sont mentaux, en produits matériels qui représentent la satisfaction de ces désirs.

La monnaie est un nombre et non une substance matérielle. La monnaie n'est pas la richesse, mais un symbole de la richesse et un moyen d'en mesurer la valeur. La monnaie nous donne une méthode pour appliquer une valeur numérique aux produits.

Il suffit d'interpréter notre expérience personnelle de tous les jours pour comprendre que la monnaie est seulement un titre à la richesse, un simple billet qui nous autorise à tirer des biens du magasin des Richesses de la Nation. La monnaie donne droit à la richesse, aux produits variés qui sont dans le magasin. Un billet de banque, une pièce de monnaie est exactement comme un billet de chemin de fer, excepté que le billet de chemin de fer est seulement valable pour voyager, tandis que le billet-monnaie donne droit à n'importe quoi dont le prix équivaut au montant fixé sur le billet.

Nous arrivons ainsi à un concept plus exact de la nature de la monnaie ; la monnaie n'est autre qu'un mécanisme social conçu pour faciliter le bon ordre dans la production et la consommation. Le système monétaire n'est, en réalité et sous tous les rapports, qu'un simple système

de billets conférant aux porteurs de ces billets un titre aux produits et aux services. La monnaie, comme telle, n'est donc pas une marchandise: sa valeur intrinsèque peut être nominale ou nulle; elle tire sa valeur des fonctions qu'elle remplit. Considérer la monnaie comme une marchandise dénote une ignorance radicale du rôle de la monnaie.

La monnaie n'est pas une marchandise ayant substance, grandeur et poids, comme le blé ou l'acier. La confusion actuelle provient surtout de ce qu'on prend la monnaie pour un produit, comme l'or, au lieu de la considérer comme simple mesure de valeur. Les experts financiers eux-mêmes reconnaissent que toutes les marchandises subissent des fluctuations dues à la loi de l'offre et de la demande; aussi aucune marchandise ne saurait convenir, d'une façon unique et absolue, à mesurer la valeur des autres. Le professeur Frédérick Soddy dit: «L'or est, sous tous les rapports, à peu près le pire des produits à choisir comme étalon monétaire.»

La monnaie joue un rôle si important dans notre vie moderne qu'on peut la considérer comme la clef de voûte de notre structure économique tout entière. Les billets-monnaie sont indispensables pour se procurer les articles offerts aux consommateurs. D'où la lutte serrée pour se disputer ces billets. La monnaie aujourd'hui est aussi nécessaire aux achats que les achats sont nécessaires à l'entretien de la vie matérielle. De sorte que, dans la société civilisée, notre vie même dépend de la monnaie et du système monétaire. Sans monnaie qui fonctionne, sans monnaie «saine», impossible de toucher à la moindre partie de la richesse exposée derrière les vitrines du Canada.

Mais pour mériter cet attribut de «saine», la monnaie doit remplir deux conditions bien importantes. La première est qu'elle soit acceptable, ce qui veut tout simplement dire que ceux qui l'utilisent aient confiance, qu'ils sachent pouvoir l'échanger pour les produits et les services désirés. En second lieu, puisque c'est l'intermédiaire

34 Chapitre 3

des échanges, la monnaie doit représenter exactement la demande courante vis-à-vis des produits disponibles.

Tout système monétaire sain doit refléter les faits réels de la production. Il doit fournir les moyens d'échange en quantité suffisante pour que les marchandises continuent leur mouvement, du producteur à l'acheteur qui consomme les produits.

Deux sortes de monnaie

Nous avons aujourd'hui deux sortes principales de monnaie en usage. La première est le numéraire ou monnaie tangible, comprenant les pièces de métal frappées par le gouvernement, les anciens billets du Dominion et les billets de banque de différentes dénominations. La seconde est la monnaie de **crédit**, ou les dépôts bancaires circulant sous forme de chèques.

Le numéraire est seulement la monnaie de poche du commerce. La monnaie de crédit (ou chèques) est utilisée dans presque toutes les grandes transactions, où les pièces de monnaies et les billets ne sont pas pratiques, et dans une foule de transactions plus modestes où ce genre de paiements accommode mieux celui qui s'en sert. Plus de 90% de nos affaires se font par chèques, ou monnaie de crédit.

Nul n'ignore que le numéraire est émis par le gouvernement sous forme de pièces métalliques ou par les banques sous forme de billets imprimés; mais combien peu savent au juste d'où vient la monnaie de crédit, comment elle naît et comment elle meurt. On se sert de chèques à cause de leur sécurité et de leur commodité. On inscrit sur le chèque le montant exact devant être payé à une certaine personne, et du moment que le chèque est acceptable et accepté, on n'y pense plus.

Naissance et mort de la monnaie de crédit

Jetons un coup d'oeil à la source de cette monnaie de crédit qui règle au moins 90% de nos achats et ventes.

Où naît-elle? Nous savons qu'un chèque est un ordre de débiter un solde créditeur en banque. Le solde créditeur consiste en dépôts crédités à un compte défalqué des retraits à date. Ces dépôts eux-mêmes peuvent provenir de chèques tirés sur d'autres comptes.

Un chèque passe une inscription d'un compte à un autre sans déplacement de numéraire. Des transactions compliquées, représentant d'immenses sommes de monnaie, se font ainsi, au moyen de simple comptabilité dans les livres des banques, par des entrées de crédits et de débits. Dans leur comptabilité, les banques créditent et chargent les comptes de leurs clients. Évidemment, les soldes entre banques se règlent: ce sont les «compensations bancaires», qui déplacent du numéraire, mais pour les balances du total des comptes de la journée seulement.

Il ressort de tout ceci que, quel que fût autrefois le rôle du numéraire dans la monnaie, l'histoire est bien différente maintenant que nous écrivons des chèques. Le système de chèque est simplement une série d'entrée de comptabilité, et le système monétaire actuel fonctionne surtout par la circulation de ces chèques. Les transactions se font presque toutes au moyen de morceaux de papier qui témoignent de l'existence d'un crédit financier. Ce crédit lui-même est créé ou détruit par les procédés de comptabilité des banques. Le système de chèque est, à bien des points de vue, une grande amélioration sur le système des gages, de la monnaie tangible. Mais son invention a eu pour résultat de faire des banques **des manufactures de monnaie**, non par la frappe de la monnaie, devenue tout à fait inutile, mais par la création de simple monnaie scripturale, dispensant même de billets imprimés.

Ingénieuse, la méthode par laquelle le banquier fabrique ainsi la monnaie. Simple procédé de comptabilité!

36 Chapitre 3

Cette sorte de monnaie naît et meurt dans la banque, et la banque est responsable et de sa naissance et de sa mort. Le banquier crée de rien les moyens de payer.

Les banques créent et détruisent la monnaie par un simple procédé de comptabilité, par émission et annulation de crédits, comme le démontre bien le prêt bancaire ordinaire. Allez-vous à la banque pour emprunter 1000 \$, le banquier s'informe de la valeur de votre crédit financier; s'il le juge bon, il accepte votre billet et vous accorde l'emprunt sollicité, en créditant votre compte de 1000 \$, exactement comme si vous aviez déposé cette somme en monnaie. Vous voilà maintenant «en dette» avec votre ami le banquier. Vous lui devez le 1000 \$ que vous avez emprunté, plus l'intérêt qu'il charge pour l'usage de ce 1000 \$ fabriqué par lui, sur la base de votre richesse gagée. Vous pouvez maintenant tirer des chèques sur votre nouveau compte, ces chèques sont acceptables comme monnaie. Il y a dans le pays 1000 \$ de plus qu'auparavant.

Mais quand arrive le temps de rembourser cette somme, vous retirez de la circulation le montant de 1000 \$ plus l'intérêt et vous le remettez au banquier. Le compte du prêt est balancé, 1000 \$ ont cessé de vivre. Et c'est promptement et fidèlement que vous devez rembourser le banquier, sous peine de perdre les garanties déposées chez lui comme collatérales.

Si vous ne pouvez pas payer, vos garanties passent entre ses mains et lui-même peut retirer l'argent de la circulation en vendant vos garanties, dont la valeur est toujours bien supérieure à celle du prêt.

En d'autres termes, chaque prêt bancaire crée un **dépôt et le remboursement d'un prêt bancaire détruit un dépôt**. Les prêts sont accordés et les dépôts créés, en créditant le compte de l'emprunteur dans le livre du banquier. La monnaie ainsi créée est détruite de la même façon, par de simples entrées dans les livres, à mesure que

l'emprunteur rembourse. Ces remboursements font disparaître leur montant de la circulation. Qu'en a-t-il coûté à la banque pour cette création de \$1000, suivie de sa destruction? **Rien à part le coût de la comptabilité.**

Par simple procédé de comptabilité bancaire, de la nouvelle monnaie est constamment créée et détruite. Et cette monnaie, que l'Encyclopédie Britannique dit être créée de «RIEN» (out of nothing), est réellement manufacturée avec une plume, du papier, de la confiance et une bouteille d'encre.

Ce procédé de comptabilité, la méthode bancaire qui régit la naissance et la mort de la monnaie scripturale, du gros de la monnaie actuelle, est décrit clairement par Reginald McKenna, directeur de la Midland Bank de Londres et ancien Chancelier de l'Échiquier Britannique: «Le montant de monnaie en existence varie seulement avec l'action des banques. Chaque prêt bancaire crée un dépôt...» Et plus loin: «Nous n'avons qu'une méthode pour augmenter ou diminuer le montant total de notre monnaie... Le montant de monnaie en existence varie seulement avec l'action des banques en augmentant ou diminuant les dépôts. On sait comment ceci se fait. Chaque prêt bancaire et chaque achat de titres par la banque créent un dépôt, et chaque remboursement ou vente de titres en détruit un.»

Les banques ne prêtent pas, comme beaucoup de gens le supposent, les dépôts de leurs clients. En vertu de leur privilège de prêter jusqu'à 10 fois leur réserve, **les banques créent le Crédit Financier** qui, dans leur comptabilité, devient une dette contre l'emprunteur.

Les banques peuvent, en effet, prêter jusqu'à dix fois le numéraire qu'elles ont en réserve, en vertu des chartes que le gouvernement leur a octroyées.

«Penser que les dépôts bancaires sont créés par le public, par des dépôts en espèces représentant des éco-

38 Chapitre 3

nomies ou des sommes non nécessaires, c'est tout naturel pour le profane, mais faux: **la plus grande partie des dépôts provient de l'action des banques elles-mêmes**, car en accordant des prêts, en consentant des découverts et en achetant des titres, la banque crée, dans ses livres, des crédits qui équivalent à des dépôts.» (Rapport McMillan au Parlement anglais, juin 1931.)

Une des plus grandes autorités sur la question bancaire, H.-D. McLeod, nous dit dans son livre, *The Theory and Practice of Banking*:

«La caractéristique essentielle et distinctive d'une banque et d'un banquier, c'est de créer et d'émettre du crédit payable à demande, crédit destiné à la circulation, où il remplira les mêmes fonctions que la monnaie. Une banque, par conséquent, n'est pas un bureau pour emprunter et prêter de la monnaie, mais bien une manufacture de crédit. En langage bancaire, un dépôt et une émission de crédit sont une seule et même chose. On s' imagine généralement que les profits du banquier viennent de la différence entre l'intérêt qu'il paie pour la monnaie qu'il reçoit, et l'intérêt qu'il charge pour l'argent qu'il prête. Le fait est que les bénéfices du banquier consistent exclusivement dans les profits qu'il fait en créant et émettant le crédit en excès du montant des espèces qu'il détient. Une banque qui n'émet de crédit qu'en échange de monnaie ne peut faire de profits. Ceux-ci commencent seulement quand elle crée et émet du crédit en échange de dettes payables à une date ultérieure.»

Nous ne voulons nullement insinuer que cette manufacture de monnaie par les banques soit un acte criminel, puisqu'elles se conforment aux chartes légalement obtenues. Notre objectif est de faire ressortir ce fait im-

portant: c'est une institution privée, nullement responsable envers la nation, qui actuellement manufacture et contrôle la fabrication de la monnaie, et par ce fait, contrôle les moyens de vivre de toute la nation.

Notre sang économique

La monnaie circule — fait familier à tous. Dans le système économique, la monnaie peut très bien être comparée au sang du corps humain. La monnaie en affaires est tout aussi essentiellement nécessaire que le sang au corps. Elle circule, propageant la vie et l'activité sur son passage. La monnaie est, en effet, l'intermédiaire d'échange. Or échange veut dire activité, et cette activité est le flux de la monnaie, sa circulation. Ce flux est inhérent à la nature de la monnaie; elle ne satisfait les désirs qu'échangée pour des produits ou des services. Quelle valeur lui connaissez-vous en elle-même? La monnaie ne peut d'elle-même vous vêtir, ni vous nourrir; mais elle peut acheter des vêtements pour vous vêtir et des victuailles pour calmer votre faim ou satisfaire votre appétit. Cesse le flux de la monnaie, le commerce meurt, exactement comme meurt l'homme dont le sang est arrêté dans son cours. Les affaires ne vivent et ne prospèrent qu'en autant que la monnaie circule.

Nous savons quel temps il faut à la circulation du sang pour faire le tour du corps humain. On mesure ce temps par les battements du pouls. De même aussi faut-il du temps pour que la monnaie fasse le tour du commerce. Le temps et le volume du flux pris ensemble donnent le rythme de circulation. C'est ce rythme qui détermine la vitesse de circulation de la monnaie.

Mais la ressemblance entre la monnaie et le sang ne s'arrête pas là. L'un et l'autre circulent, c'est-à-dire que le cours de leur flux les ramène au point de départ. Le sang part du cœur et revient au cœur. De même, le mouvement de la monnaie tend à décrire une sorte de cercle. Sa circulation commence dans une banque, puisque

40 Chapitre 3

c'est dans les banques que naît la plus grande partie de la monnaie. Le banquier, par exemple, octroie un prêt au producteur. C'est la naissance de la monnaie. Le producteur paie ses ouvriers, ses directeurs et ses actionnaires, qui, en leur fonction de consommateurs, achètent des produits au marché de détail. Le détaillant paie le marchand de gros, celui-ci paie le producteur qui peut ainsi rembourser son emprunt à la banque. Ce montant de crédit est détruit par le fait même de son remboursement. La banque accorde-t-elle un nouveau prêt, elle crée un nouveau dépôt et plus de crédit. Le cercle se répète. Création et destruction sont en marche tous les jours. La vie des affaires dépend de la circulation de ce sang dans le corps économique.

Affaires contre dettes

Cette étude de la monnaie devient excitante, car nous voici face à face avec la question des dettes. Qui ne connaît les dettes? Elles sont toujours à notre porte. Elles se présentent sous le visage de notre ami «crédit» — loup recouvert d'une peau de mouton. Les dettes nous harcèlent continuellement, puisque chaque création d'argent, chaque prêt de banque, en créant un dépôt, jette directement l'emprunteur dans les griffes des dettes. Les banques, il est vrai, octroient du «crédit» à l'emprunteur. Mais ce «crédit» de la banque devient la «dette» de l'emprunteur. À vrai dire, la plupart de nos affaires se financent au moyen des dettes, car la monnaie créée pour une entreprise est émise à titre de prêt, lequel doit être remboursé avec l'intérêt.

Le déluge de dettes

La vieille histoire biblique de Noé et du déluge a son parallèle moderne. On nous dit qu'au temps de Noé le monde était submergé sous une immense quantité d'eau. Hélas! notre déluge moderne est encore plus complet que celui de Noé et non moins réel. Car de nos jours, nous sommes sûrement noyés dans un déluge de det-

tes. Nous ne parlons pas ici des dettes de guerre ou des dettes internationales, ni d'aucune autre de cette espèce qui occupe la scène momentanément, mais du système lui-même, en vertu duquel **toute monnaie est dette**. La monnaie ne vient au monde qu'à l'état de dette envers le système bancaire.

Qu'on se débâte tant qu'on voudra, tant que la monnaie sortira de sa manufacture à l'état de dette envers le système bancaire, nous serons les esclaves du système bancaire. Colbourne remarque: «La perversion a envahi même notre vocabulaire. On dit qu'une banque vous octroie un crédit alors qu'elle ne fait rien de ce genre, c'est une dette qu'elle vous passe!» Voilà bien de quoi s'inquiéter: la presque totalité de notre monnaie est une monnaie de dette, créée par le système bancaire qui base cette dette sur les ressources du pays, sur sa capacité de production.

Renversant, mais néanmoins bien vrai! Notre monnaie est le témoignage, circulant de main en main, de notre esclavage économique, de notre dette envers le système bancaire privé. Voilà le fait capital qu'il faut comprendre et retenir: La majeure partie de notre monnaie est une monnaie de dette.

Dettes impayables

Est-il étonnant que nous sombrions dans un déluge de dettes quand chaque article de richesse acheté doit être payé avec de la monnaie qui représente elle-même une dette? Les dettes s'acharnent après nous dès notre berceau et nous accompagnent jusque dans la tombe. Impossible de s'arracher à l'empire des dettes alimentées par l'ingénieux dispositif financier qui ne crée de monnaie que moyennant intérêt.

La dette ne peut jamais s'éteindre sous un tel système, parce que tout argent mis en circulation l'est par des prêts bancaires et que l'emprunteur doit rembourser plus que le montant reçu. Il doit rembourser le principal,

42 Chapitre 3

créé par le banquier, plus l'intérêt créé par personne! ... Le procédé est cumulatif — la dette grossit toujours, parce que, pour payer l'intérêt, il faut nécessairement quelque part une nouvelle alimentation de monnaie, et cette nouvelle émission est elle-même porteuse d'intérêt. Comment la dette serait-elle remboursable?

C'est Thomas A. Edison qui a dit: «Dans toutes les grandes émissions d'obligations, la somme des intérêts est toujours supérieure au capital.» Le total, capital et intérêt, toujours beaucoup plus élevé que le prêt original, ne peut seulement être rencontré que par une création de nouvelles dettes. C'est pourquoi les dettes engendrent, multiplient les dettes, et plus nous nous débattons, plus nous enfonçons. Pas d'industrie sans capital; pas de capital sans dette; donc pas de développement industriel sans augmentation de dette.

Mais la situation, si mauvaise qu'elle soit à présent, ne peut qu'empirer. Essayez d'utiliser cette monnaie empruntée pour obtenir la richesse de la grande vitrine de la nation. Impossible d'employer la monnaie à la fois pour acheter les produits et pour rembourser la dette. Si vous empruntez 5 dollars, le prix d'une paire de bottine, vous devrez choisir entre acheter la paire de bottines ou rembourser la dette. Optez-vous pour la chaussure, vous devrez toujours la dette de 5 dollars. Vous pouvez ou acheter les bottines ou payer la dette, mais vous ne pouvez pas faire les deux.

Et ce n'est pas toute l'histoire. Les affaires dépendent de la monnaie de dette du système bancaire. Chaque dollar prêté aux entreprises doit être retrouvé dans les prix. La monnaie n'est empruntée que pour être dépensée. L'emprunteur doit rembourser; il va donc dépenser sa monnaie à produire quelque chose qui soit vendable, afin que le produit de la vente puisse rembourser capital et intérêt. Cet intérêt va en définitive nécessiter une nouvelle dette. Ce qui veut dire que plus la communauté

travaille ou plus elle produit, plus elle est en dette avec les banques. Les dettes montent donc aux dépens du pouvoir d'achat.

Qui ne constate que le monde entier s'endette graduellement de plus en plus; il n'arrive pas à rencontrer ses affaires, pour employer une expression courante. Le public paie tout ce qu'il peut, et achète ce qu'il peut. L'impossibilité de payer davantage force à détruire une partie de la production ou à restreindre celle-ci malgré des besoins criants non satisfaits. La production restreinte empêche l'industrie de pouvoir acquitter ses comptes et la dette monte toujours.

À quelle vitesse les dettes augmentent-elles ainsi? Au 17ème siècle, siècle qui vit naître la banque d'Angleterre, la dette du monde — et nous avons des chiffres assez justes sur ce sujet — augmenta de 47%. La banque d'Angleterre ne fut fondée que vers la fin du 17ème siècle. On peut donc s'attendre à ce que le système bancaire créateur de dettes va enchaîner le monde à partir de cette époque.

En effet, à la fin du 18ème siècle, la dette mondiale avait augmenté de 466%; à la fin du 19ème siècle, la dette mondiale, publique et privée, avait augmenté de 12,000%! Le rythme s'accélère et, d'après des calculs très exacts faits par un professeur de génie industriel de l'Université Columbia de caractère irréprochable, le Professeur Rautenstrauch, si l'on prend l'an 1800 comme origine et 100 ans comme unité, **la dette mondiale augmente selon la puissance quatrième du temps**; ce qui veut dire, non pas comme le carré, ni comme le cube, mais comme le carré du carré du temps; et cette allure vertigineuse se poursuit malgré les nombreuses répudiations, les cancellations de dettes effectuées par les faillites, et malgré les autres méthodes utilisées pour se débarrasser des dettes et recommencer à neuf.

44 Chapitre 3

La clef de la délivrance signalée par Douglas

Mais n'allons pas manquer le point vital qui va nous fournir la clef pour sortir de cette prison. La monnaie-dette créée et détruite par les banques est appelée «crédit financier.» Dans ce terme, c'est le mot «financier» qui mérite notre attention. La dette qui nous noie est simplement une **dette financière**, basée sur ce que les banques appellent le «crédit» créé par elles.

Nous savons déjà qu'il y a deux sortes de crédit: le crédit financier et le **crédit réel**, et c'est ici notre clef. C'est pour éclaircir ce point que nous avons défini les deux, le crédit financier et le crédit réel, avant d'examiner le système monétaire.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de reprendre plus loin notre définition du crédit réel.

Résumé des notions acquises

À ce point, arrêtons-nous un moment pour résumer ce que nous venons de dire du système monétaire et en tirer conclusions.

1. La monnaie n'est pas la richesse. Monnaie et richesse sont deux choses séparées et distinctes.

2. Notre système de monnaie moderne a dépassé la phase première, pièces métalliques, et est devenu un système de comptabilité.

3. La majeure partie de notre monnaie — plus de 90 pour cent — est créée et détruite par la comptabilité d'un système bancaire privé.

4. La monnaie naît à l'état de dette prêtée à intérêt par le système bancaire privé. Le sang économique circulant dans les veines des affaires est un sang fait de monnaie de dette.

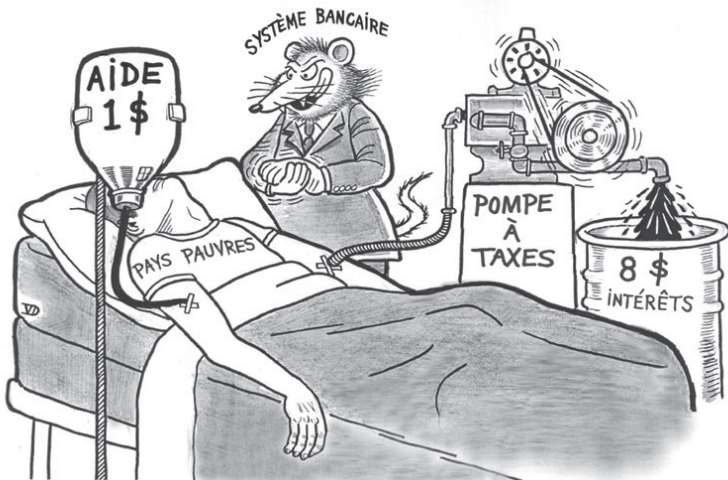
La première conclusion qui ressort de tout ceci, c'est qu'un **système monétaire édifié sur la dette et sur l'in-**

térêt ne peut fonctionner à la longue qu'en créant toujours plus de dettes. C'est précisément ce qui est arrivé. Les faits confirment le raisonnement.

La remarque en vaut la peine, ce curieux mécanisme — l'intérêt — est exclusif aux finances. On ne lui trouve aucun parallèle dans la nature. C'est une invention de l'homme, mais pas sa plus heureuse, assurément !

La deuxième conclusion, peut-être moins facile à discerner, c'est que, sous ce système, une insuffisance de monnaie devient inévitable, rendant de plus en plus difficile l'achat de marchandises. Deux raisons fondamentales motivent cette dernière conclusion. Nous allons les exposer en commençant par la plus simple.

Pour chaque dollar versé en aide aux pays pauvres, 8 dollars sont remboursés par ces pays en intérêts.



Chapitre 4

La monnaie rare

Nous avons déjà mentionné la vieille théorie qui place l'or à la base de toute monnaie. Il est vrai que l'or, lui-même un simple produit parmi tant d'autres, a servi de monnaie pendant plusieurs siècles. Il pouvait convenir comme unique monnaie avant l'âge de la force mécanique. Mais n'est-il pas vraiment étrange de rencontrer des financiers qui croient encore aujourd'hui que le métal jaune est la seule base de monnaie dans le monde si complexe des affaires de notre vingtième siècle? «La monnaie, c'est l'or, et rien d'autre», disait J.-P. Morgan en 1912. Était-il sincère?

En dépit de l'absurdité de cette déclaration, beaucoup de gens l'ont acceptée, et cette acceptation entraîne de sérieuses conséquences. L'or est un métal dont la quantité est très restreinte. À vrai dire, c'est principalement sa rareté qui le distingue. Comparé aux besoins de l'industrie et du commerce modernes, l'or est beaucoup trop rare pour être pratique comme monnaie. De fait, la monnaie est loin d'être en parité avec l'or. L'or disparaît de la circulation. Les lois de plusieurs pays défendent même de s'en servir comme monnaie domestique. Aux États-Unis, la simple possession de pièces d'or est devenue une infraction à la loi. Mais ceux qui contrôlent la monnaie entretiennent cette théorie d'une base d'or, pour attacher l'idée de la monnaie à l'idée de l'or et, par voie de conséquence, justifier la rareté délibérée de la monnaie d'aujourd'hui sur le fait que l'or est un métal rare. Ils font ainsi accepter au public une monnaie rare, difficile à obtenir, en plein siècle d'abondance de produits. Pourtant, si tout l'or du monde coulait demain au beau milieu de l'Atlantique, ne continuerait-on pas malgré cela à écrire des chèques? Combien de temps le public va-t-il tolérer cette illusion de l'or dans la monnaie, qui permet à un petit nombre de maintenir le monde dans la dette et la pauvreté? Les pays civilisés, avec leur expérience et

leurs connaissances économiques, n'ont-ils pas atteint la phase où ils peuvent abandonner la fiction, l'irréalité, et l'état chaotique de la monnaie basée sur l'or, et adopter une monnaie basée sur l'utilisation de la richesse réelle dans toute sa plénitude?

La monnaie-or est une fiction, une fable. Comment cette fable a-t-elle été transformée en pénible réalité? Quel intérêt les financiers ont-ils à restreindre la quantité de monnaie?

N'oublions pas que les financiers traitent aujourd'hui la monnaie comme un article de commerce. Leur commerce de la monnaie ressemble à notre commerce des autres produits, excepté qu'il leur faut très peu de matière première pour la manufacturer. Si vous prenez la farine ou le charbon, deux marchandises bien connues, vous savez que plus ils sont rares, plus leur prix augmente. Les financiers considèrent la monnaie exactement de la même façon et la tiennent relativement rare afin d'en commander un prix élevé. Ce que, nous disons de la monnaie s'applique au crédit, monopolisé par le système bancaire privé, qui compose le gros de la monnaie d'aujourd'hui. Maîtres de la monnaie, ils lui confèrent un prix élevé et dominant par là les produits que la monnaie achète.

La valeur de la monnaie ainsi traitée comme marchandise augmentant avec sa rareté, les financiers s'opposent naturellement avec véhémence à toute suggestion qui tend à la rendre plus abondante. La fourniture de la monnaie est limitée par les lois que le système financier lui-même a faites. Mais ces faits sont cachés au public. La fraternité des financiers a tissé dans l'esprit public une illusion trompeuse concernant la rareté de la monnaie.

Sous cette rareté de la monnaie, on voit mieux maintenant la main du manipulateur intéressé. Le crédit financier est restreint parce que la monnaie est traitée comme marchandise, et ceux qui contrôlent la monnaie la

48 Chapitre 4

tiennent rare vis-à-vis des produits pour augmenter sa valeur vis-à-vis des produits. Voilà le résultat déplorable de l'abandon du contrôle de la monnaie à un monopole privé dont les intérêts ne sont pas identiques avec les intérêts de la société dans son ensemble. La monnaie rare n'est pas une nécessité naturelle. Nous sommes maintenant désillusionnés là-dessus. Les témoignages des banquiers eux-mêmes prouvent que les banques créent et détruisent 90% de notre monnaie par une méthode qui n'est rien autre que de la comptabilité. Mais ils n'ont d'autre guide dans ce procédé que leur intérêt personnel et c'est la nation qui en souffre.

La monnaie artificiellement tenue rare ne répond plus à son but. Elle n'est pas en quantité suffisante pour exprimer la demande de produits, ce qui est cependant sa première fonction. L'illusion de rareté empêche la monnaie d'accomplir ses fonctions. Une insuffisance constante de pouvoir d'achat s'ensuit inévitablement et les besoins et désirs des consommateurs doivent rester inassouvis dans la mesure de cette insuffisance. Condition qui persistera tant que durera l'illusion subtile de rareté de monnaie habilement entretenue par les maîtres de la monnaie.

Très édifiantes sur ce point les instructions confidentielles contenues dans une circulaire secrète adressée par les principaux banquiers de New-York à toutes les *national banks* des États-Unis en 1877:

«Le rappel de la loi permettant l'émission de billets par les *national banks* et la remise en circulation de monnaie émise par le gouvernement procurerait de l'argent au peuple et par conséquent affecterait sérieusement vos profits individuels comme banquiers et comme prêteurs. Vous allez immédiatement retirer un tiers de votre circulation et rappeler la moitié de vos prêts. Ayez soin de faire sentir la rareté de mon-

naie à vos clients, particulièrement aux hommes d'affaires influents.»

Eh bien, cette rareté n'est pas un fait isolé dans notre histoire économique. Nous connaissons sa puissance anti-humaine. Mais cette puissance va hâter la chute du système financier. L'humanité se révolte, et à bon droit.

Le système bancaire privé jouit d'un pouvoir trop souverain. Créateur d'une monnaie-dette, il peut rappeler et détruire cette monnaie à volonté. Il peut donc changer le volume de la monnaie en circulation. La panique de 1929 fut produite par l'exercice de ce pouvoir, par une compression, sur une grande échelle, des dépôts ou créations bancaires de monnaie. Ainsi commença la destruction de 20 milliards de dollars aux États-Unis. D'où réduction du torrent circulatoire (turnover) de 1200 milliards de monnaie-chèque en 1929 à 400 milliards en 1933: anéantissement des deux tiers du chiffre des affaires.

Une diminution délibérée semblable de la monnaie privée, par le resserrement du crédit, des prêts bancaires et des dépôts avait produit la dépression de 1907. De nouveau, en mai, 1920, une assemblée était tenue en secret par les membres de la *Federal Reserve Board*, du *Federal Reserve Advisory Council*, et 36 directeurs, Classe A, des banques de réserve fédérales, lesquelles appartiennent à des intérêts privés. Après une journée de délibérations, il fut décidé de restreindre le crédit et numéraire de la monnaie du pays.

Comme conséquence de cette restriction décidée en mai 1920, dès juillet suivant, le niveau de prix des marchandises dégringola de 166 à 93, comparé au niveau des prix de 1913. Les prix des produits agricoles s'affaîsèrent de plus de moitié et la valeur des fermes descendit d'un total de 79 milliards à 58½ milliards.

Chapitre 5

Le monopole du crédit

Notre tableau du système monétaire serait incomplet s'il ne mentionnait spécialement la nature monopolistique du contrôle de la Monnaie. Nous ne voulons nullement nous livrer à ce jeu stupide, trop commun aujourd'hui, qui consiste à s'attaquer aux banques à tort et à travers. Nous étudions simplement les faits. Pour apprécier le besoin d'un système monétaire scientifique 20^{ième} siècle, il faut connaître où sont les causes de la faillite financière qui nous appauvrit.

Nous avons vu comment les banques, par leurs procédés de comptabilité, créent et détruisent la monnaie sur laquelle repose l'usage du chèque. Nous avons vu aussi que des dettes toujours grossissantes sont le résultat inévitable de ce procédé de comptabilité. Concluons-en avec Colbourne que «La puissance d'un système bancaire qui peut créer, étendre ou comprimer, régler et détruire la monnaie, est incalculable, sans égale et sinistre.»

«... Plus de 97% du montant total de la monnaie au service des individus composant la nation sont émis privément, et la plus grande partie n'a aucune existence tangible. Cette monnaie représente une dette, due par la nation aux individus qui ont la prérogative de l'émettre. Elle peut être réclamée au nom de la loi, même si elle fut émise sans la sanction des autorités nationales. Dette ajoutée tranquillement au fardeau de la nation par des méthodes qui portent tous les caractères d'un escamotage.» (Frederick Soddy).

Le Président Wilson disait en 1916: «Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit; notre système de crédit est centralisé. Le développement de la nation, par conséquent toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes qui ... découragent, arrêtent et détruisent notre liberté économique naturelle.»

Le monopole de la monnaie et les taxes

«Si vous cherchez qui est créancier des dettes mondiales et des prêts de guerre, dit Douglas, vous trouverez qu'elles sont détenues pour la majeure partie par de grandes institutions financières. Vous avez tout de suite une très bonne explication des innombrables taxes qui nous accablent, puisqu'il faut en passer la moitié au service des emprunts nationaux détenus par les grandes institutions financières. Ces dettes furent d'ailleurs créées à l'origine par les institutions financières, sous forme de prêts au gouvernement, en retour d'énormes tranches de titres nationaux que les institutions financières reçoivent pour rien.»

Emprunt de notre propre crédit

Les journaux parlent souvent des finances du gouvernement et de la dette nationale. Que signifient ces termes? L'extrait suivant d'un discours de Goldsborough, prononcé le 7 janvier 1935, à la Chambre des Représentants, à Washington, l'explique:

«Il y a quelques années, j'étais en conférence avec le Président quand le Secrétaire du Trésor entra et, des larmes aux yeux, exprima le doute qu'un emprunt urgent put être couvert. Cette pensée me vint à l'esprit: quelle étonnante situation qu'un gouvernement emprunte des banques ce que les banques n'ont pas, ce qu'elles créent sur les garanties du gouvernement lui-même, puis qu'en redéposant cette monnaie aux banques où elle va mourir, le gouvernement leur paie un intérêt pour avoir obtenu d'elle la permission d'employer le crédit de la nation.

«Le Trésor des États-Unis, à cause de ce que nous appelons 'dette nationale,' est sous le contrôle des grandes maisons bancaires du pays depuis la Guerre Civile. La dette nationale dépasse maintenant 26 000 000 000 \$. Le paiement des intérêts sur la dette nationale approche de 750 000 000 \$ par année.

52 Chapitre 5

«Le capital total, surplus et profits non distribués de toutes les banques des États-Unis, est inférieur à 7 000 000 000 \$. Le montant total des emprunts privés accordés par les banques approche de 34 000 000 000 \$, soit 27 000 000 000 \$ de plus qu'elles ont à prêter. Outre cela, sur les 26 000 000 000 \$ de dette nationale, les banques détiennent 13 000 000 000 \$. Comprenez-vous bien ? Elles ont seulement un peu moins de 7 milliards à prêter. Elles ont cependant prêté aux entreprises privées 34 milliards, soit 27 milliards de plus que leur avoir, et elles ont encore trouvé moyen de prêter au gouvernement 13 milliards faits de quoi, sinon de l'azur du ciel bleu ? »

À qui les rênes ?

Ceux-là assument, certes, une grande responsabilité qui exercent la dictature financière et contrôlent la politique monétaire d'une nation. Quand de plus, cette dictature inclut le monopole de la création et de l'émission de la monnaie, elle affecte la vie de millions d'êtres humains et, pour être exercée avec justice et pour le bien commun, exige une sagesse rien moins que surhumaine. La vie de chaque citoyen est entre les mains de ceux qui contrôlent la monnaie. «Le contrôle de la monnaie signifie le contrôle de l'humanité civilisée», remarque Douglas. La célèbre parole de Rothschild: «Qu'on me laisse émettre la monnaie d'une nation et je me soucie peu qui fait les lois de cette nation» mérite de retenir l'attention de l'humanité.

La monnaie étant l'intermédiaire nécessaire à l'échange des produits dans notre monde civilisé, le contrôle de la monnaie signifie le contrôle de la richesse elle-même. De plus, ce contrôle de la monnaie donne lieu à un pouvoir de commande parallèle sur la politique et les affaires, influençant les destinées économiques tant des producteurs que des consommateurs.

«Capables maintenant de réaliser à quel point la prospérité de l'agglomération industrielle moderne dépend d'une politique monétaire intelligente et désintéressée,

nous comprenons que les véritables maîtres d'une nation sont ceux qui ont le pouvoir d'émettre et de restreindre sa monnaie.» (Douglas).

Qui ne connaît le vieux dicton: «Il faut de la monnaie pour faire de la monnaie.»

Le monopole de la monnaie est sous le contrôle privé de quelques individus. Voilà qui mérite considération attentive. Il est publiquement reconnu que le système bancaire privé a le pouvoir de créer et de détruire la monnaie de crédit, qui constitue de beaucoup la plus grande partie de notre monnaie courante, mais le public acheteur ne se rend généralement pas compte de toute la portée de cette condition sur son pouvoir d'achat.

À remarquer ici que, selon les termes de Maurice Colbourne, «la critique n'est pas dirigée contre la création même de la monnaie, mais **contre le monopole du pouvoir de la créer**, monopole détenu par les banques», c'est-à-dire par des particuliers qui ne représentent pas la nation et ne travaillent que pour leur profit.

Nous ne critiquons aucunement les banquiers comme hommes d'affaires, ni comme individus. Nulle malice ne doit s'infiltrer dans cette question. Les banquiers n'ont certainement pas l'inhumanité de souhaiter les mauvais effets du système qui les emploie. Nous en connaissons tous plusieurs; ce sont des hommes compétents, courtois et honnêtes. Nos critiques ne les visent en aucune façon. Ils sont, sans le vouloir, victimes du système au même degré que nous.

Ce sont les défauts inhérents au système bancaire lui-même qui réclament notre attention. C'est dans ces défauts et leurs conséquences qu'il faut chercher la source principale des privations et des souffrances qui affligent l'humanité. Les puissances d'argent contrôlent toute notre vie économique. Le système bancaire privé doit être amputé de ses abus pour accomplir son rôle de serviteur de l'humanité.

Chapitre 6

Insuffisance du pouvoir d'achat provenant des prix

Jusqu'ici nous avons surtout traité de la monnaie. «Pratiquement tout le pouvoir d'achat naît sous forme de crédit, et même s'il est transformé en numéraire en passant par les mains du pauvre qui n'a pas de compte de banque, ou du riche qui veut de l'argent de poche, il reprend sa forme de crédit pour disparaître.» (Hawthrey, *Currency and Credit*.)

Nous avons vu que le premier défaut fondamental de notre système monétaire est la rareté artificielle de monnaie due au monopole qui en règle la quantité et qui ne la crée qu'à l'état de dette. Le second défaut, plus subtil, est peut-être encore plus désastreux que le premier, parce qu'il concerne les relations directes entre la monnaie et les produits. Il fait sentir sa morsure sur toute bourse, depuis celle du mendiant jusqu'à celle du millionnaire, puisqu'il touche aux prix à payer pour les produits nécessaires à la vie.

On reconnaît généralement que l'humanité civilisée ne souffre pas de surproduction, comme d'aucuns le prétendaient il y a quelques années, mais plutôt d'une sous-consommation, résultant d'un manque de pouvoir d'achat. Sous le système actuel, quelque période que l'on considère, le montant de monnaie dans la poche du public acheteur est nécessairement insuffisant pour acheter la production totale de l'industrie dans cette même période.

Pourquoi? Revenons à l'image de la grande vitrine du magasin où nous voyons étalée l'immense richesse, fruit de la production canadienne. Notre visite à l'intérieur du magasin nous laissa émerveillés à la vue des centaines de milliers d'articles variés offerts en vente et de la part que prend la Science dans leur production.

Mais une chose aussi a dû frapper notre regard; c'est que chaque article porte une étiquette avec un prix. D'où viennent ces prix? Ils sont fabriqués, si l'on peut s'exprimer ainsi, comme les produits et en même temps qu'eux. Dans les usines et ateliers de fabrication, deux procédés de manufacture marchent simultanément. Le premier, visible, fournit des produits réels, articles de richesse dont l'homme a besoin et qu'il désire. Le second procédé, plutôt invisible, opère sur des chiffres et donne les prix. Deux courants — marchandises et prix — coulent parallèlement, l'un qu'on remarque, l'autre qu'on ne remarque pas, et se présentent ensemble dans la vitrine: marchandises à vendre, chacune réclamant son prix.

Pouvoir d'achat et prix

Nos usines produisent donc, en même temps que des marchandises, des prix. Toute marchandise doit avoir un prix de vente. Ce prix de vente doit couvrir tous les frais entraînés par la production de la marchandise.

Voyons maintenant d'où, comme acheteurs et consommateurs, nous recevons la monnaie nécessaire pour égaler les prix des marchandises à acheter?

Dans l'atelier de la richesse, nous avons considéré deux courants parallèles, un courant de marchandises et un courant de prix. Pour compléter le tableau, introduisons un troisième et dernier courant: celui de la monnaie, des billets qui donne droit aux produits.

Le courant des marchandises et le courant des prix proviennent tous deux du système de production. Il en est de même de la monnaie avec laquelle s'achètent les marchandises. Elle aussi vient du système de production. Le public acheteur la reçoit en **salaires**, en **dividendes**, et en **profits**. Le total des sommes ainsi reçues par le public est ce qu'on appelle le «**Pouvoir d'achat de la nation**».

Dans notre système économique, ces revenus distribués par la production en échange de travail, de servi-

56 Chapitre 6

ces rendus, sont l'unique fonds qui alimente le pouvoir d'achat. C'est la seule monnaie dont dispose la nation consommatrice pour acheter les biens que, comme productrice, elle a elle-même placés dans la vitrine avec un prix.

Le revenu des acheteurs dépend de l'industrie. Ce revenu est naturellement plus fort quand l'industrie est active; il diminue quand les affaires marchent au ralenti. Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est de comparer, dans une période déterminée, **le nombre de billets d'achat, ou de monnaie, distribués par l'industrie à la nation acheteuse avec les prix créés dans l'atelier de fabrication pendant la période.** Si la monnaie reçue par le Canada acheteur était toujours exactement égale aux prix créés par le Canada producteur, le premier pourrait acheter toutes les marchandises offertes par le second. On pourrait peut-être critiquer la répartition des billets, il y en aurait certainement assez pour acheter toute la production.

Mais tel n'est pas le cas. L'expérience est là pour le démontrer. Ce qu'on trouve en réalité, c'est un pouvoir d'achat, découlant du système de production, **beaucoup moindre que les prix créés par ce même système pendant la même période.** Les deux courants, pouvoir d'achat et prix, ne concordent ni en volume, ni en vitesse d'écoulement. **Le courant des prix atteignant la grande vitrine va beaucoup plus vite** que le courant des billets atteignant le public acheteur. Résultat: le pouvoir d'achat distribué dans un temps donné reste inférieur aux valeurs-prix des marchandises mises en vente pendant le même temps.

Le seul titre aux fruits de la production est la monnaie distribuée par le système même de production. Or le total de monnaie distribué dans toute la nation est continuellement égal à peu près aux **deux-tiers** seulement des prix qui s'alignent dans le magasin de la nation.

Insuffisance du pouvoir d'achat 57

Ce n'est pas là une théorie, mais un fait. Fait prouvé par simple règle d'arithmétique et confirmé par l'expérience. On peut le découvrir dans tous les comptes des frais d'opérations industrielles. C'est le Major C. H. Douglas qui, le premier, en 1920, signala cette disparité chronique entre le pouvoir d'achat et les prix. En expliquant au monde comment le pouvoir d'achat traîne constamment en arrière des prix, il révélait pourquoi nous restons pauvres au sein de l'abondance. La faute en est dans la distance qui sépare le pouvoir d'achat de la richesse que notre monde moderne peut produire.

Dans cet écart, dans ce gouffre entre le pouvoir d'achat et les prix prennent racine les causes de la dépression, de pauvreté, de privations injustifiées, de grèves, de bagarres, de banqueroutes et de faillites privées. D'un côté du gouffre, beaucoup de produits; de l'autre, insuffisance constante de monnaie.

Rien d'étonnant donc qu'il y ait toujours plus de produits que d'acheteurs! Rien d'étonnant que les hommes se battent pour les précieux et rares billets d'achat. En plein siècle de mécanisme, seul celui qui a un emploi peut prétendre à un moyen de vivre. Ceux que la machine a déplacés, quand bien même la richesse produite a augmenté, ne végètent que grâce à des programmes de secours et de charité, lesquels diminuent d'autant le pouvoir d'achat des autres. Tant que durera cette lacune dans notre système économique, la reprise permanente des affaires est un vain mot.

Exemple

Prenons une manufacture de radio, en affaires disons depuis cinq ans. Le directeur de l'entreprise apprend que ses concurrents installent de nouvelles machines qui épargnent la main-d'oeuvre et réduisent leurs prix de revient au-dessous des siens. Il lui faut absolument ces nouvelles machines s'il veut continuer ses affaires. Il se présente chez son banquier et sollicite un prêt de 10 000

58 Chapitre 6

\$ pour acheter les machines nécessaires. Le banquier considère l'idée bonne, le placement sain et accorde le prêt, incidentellement créant les 10 000 \$, qui deviennent une dette pour notre producteur de radios. Ce dernier plein d'espoir achète sa machinerie et l'installe. Il peut maintenant se passer de dix hommes. Il les renvoie. Leur place est prise par la nouvelle machine, qui ne coûte plus que sa dépréciation et la force motrice. Il épargne les salaires des dix hommes et il y gagne certainement; autrement il n'aurait pas installé la machine. Mais ces dix victimes du progrès ont perdu leur emploi et leur paye. Voilà une diminution réelle de pouvoir d'achat provenant du remplacement des hommes par la machine.

Comment sont formés les prix

Le procédé de construction des prix s'étage sur tout le parcours de la production, depuis la matière première jusqu'à la mise en vente du produit fini dans la vitrine du magasin. Examinons le procédé à une étape définie, à la manufacture de radio. Chaque dépense, profits inclus, qui entre dans la fabrication, d'une radio doit aussi entrer dans le prix de détail chargé au consommateur. Autrement la manufacture ne peut tenir. Toutes les dépenses doivent être récupérées dans les prix. C'est le principe fondamental des affaires. Si le fabricant de radio ne peut retrouver certaines dépenses, il devra bientôt fermer son établissement.

Dans les états de compte enregistrant toutes ses dépenses, tous ses débours, on distingue deux catégories de dépenses bien nettement tranchées. Pour en parler avec clarté, nous allons diviser les dépenses totales du manufacturier en deux groupes, appelant groupe «A» les dépenses qui passent directement entre les mains du public, groupe «B» celles qui restent du côté frais d'opération.

«A» comprend tous les paiements que la manufacture fait **directement aux individus**, tels que salaires, bo-

nis, dividendes et profits.

«B» embrasse tous les paiements faits à **d'autres organisations**, sous des titres tels que matière première, machines, éclairage, chauffage, force motrice, assurances, taxes, frais bancaires, frais de publicité, et toutes autres dépenses extérieures qui apparaissent au compte des frais d'opération.

Toutes les dépenses «A» sont des paiements qui atteignent directement les mains des consommateurs particuliers; ceux-ci peuvent les utiliser pour acheter. Ces dépenses «A» représentent donc un pouvoir d'achat actuel et immédiat. Pour les personnes qui les reçoivent, ce sont des billets d'achat immédiatement utilisables pour obtenir possession des produits désirés.

Quant aux dépenses «B», ce sont des paiements allant à d'autres entreprises qui, à leur tour, les distribuent. Il est bien vrai que finalement, la plus grande partie des dépenses «B» arrivera aux mains des consommateurs. Mais si nous observons le compartiment de la manufacture de radio — et nous pourrions faire de même dans tout autre compartiment de l'industrie — seuls les paiements «A» atteignent actuellement les individus qui peuvent s'en servir pour acheter.

Pourtant, toutes les dépenses, «A» et «B», **doivent être chargées dans le prix total de vente** des radios si le manufacturier veut réaliser ses dépenses totales, plus un profit raisonnable. Le prix de vente total des radios devra donc inclure et les dépenses «A» et les dépenses «B». Autrement dit, son prix de vente sera «A» plus «B».

Faiblesse inévitable du pouvoir d'achat

Voilà un tableau qui ne manque pas d'intérêt. Le seul POUVOIR D'ACHAT immédiat, distribué jusqu'ici dans la production des radios, est «A». Évidemment «A» tout seul est moindre que le prix «A» plus «B». Comment «A», représentant tous les paiements en monnaie faits

60 Chapitre 6

aux consommateurs particuliers par la manufacture de radios, pourra-t-il acheter «A» plus «B», le prix des radios finies? «C'est un effet des pratiques financières actuelles, écrit A. R. Orage, que l'industrie ne peut distribuer assez de monnaie en salaires, gages, etc., aux consommateurs pour leur permettre d'acheter les articles qu'ils produisent et de jouir ainsi des fruits de leur travail.»

Quand nous, de la nation acheteuse, voulons acheter un radio, nous devons payer dans son prix toutes les dépenses encourues par sa production. Nous payons non seulement la radio elle-même, mais aussi une partie du coût de la machinerie et des autres charges de la manufacture de radios. Nous n'achetons pas seulement la radio, mais aussi une partie de la manufacture qui l'a produit. Or nous ne disposons pour cela que de la monnaie représentée par les dépenses «A». C'est tout ce que nous avons reçu pour faire l'emplette!

Ce qui est vrai de l'établissement où l'on fabrique des radios l'est de tous les autres domaines de l'industrie. Or le tout est fait de la somme de ses parties. C'est pourquoi la situation, dans notre système actuel se résume à une insuffisance de pouvoir d'achat engendrée continuellement par le cours même de l'industrie.

Les relevés effectués par des statisticiens indiquent qu'en une période de temps donnée, la monnaie distribuée par l'industrie et utilisable comme pouvoir d'achat est seulement les DEUX-TIERS de la valeur totale attachée à la production. Cette insuffisance de pouvoir d'achat est inhérente au procédé même de la facture des prix.

Qu'est-ce donc qui produit cet écart entre le pouvoir d'achat et les prix, dont la constatation s'impose à tout observateur? L'explication qu'en donne le Major Douglas me paraît convaincante. Il dit qu'une forte proportion de la monnaie placée dans le système de production, sous forme de prêts de banque, ne passe jamais à l'état de revenu durant la période même de son placement, mais

Insuffisance du pouvoir d'achat 61

sert simplement à transférer les biens de capital d'une manufacture à une autre. La monnaie affectée dans ce sens ajoute au courant des prix sans rien ajouter aux revenus des acheteurs.

Le prix de détail se présente à l'acheteur chargé de toutes les dépenses de la production et de la distribution. Il comprend les remboursements aux banques, les intérêts, les charges de dépréciation des manufactures et de leur matériel et tout autre frais de production. Contre toutes ces dépenses figurant dans le prix de détail, le pouvoir d'achat ne peut faire valoir que le mince filet de billets-d'achat issu du système de production en salaires, gages, bonis, dividendes et profits. De sorte que plus on emprunte du système bancaire pour produire la richesse, plus le gouffre s'élargit entre le pouvoir d'achat et les prix. Et pendant que le commerce se paralyse ainsi, les dettes montent toujours et atteignent déjà des sommets qui donnent le vertige.

Le facteur temps

Mais si ce retard du pouvoir d'achat sur les prix a toujours existé, pourquoi n'en a-t-on pas senti les effets plus tôt? Pourquoi du moins ces effets n'ont-ils été dénoncés que dernièrement?

Le «plus tôt» de la question suggère la réponse. C'est principalement une question de TEMPS. Douglas appelle le retard un retard chronique. Le mot chronique vient du grec *khronos* qui signifie «temps». Une maladie chronique empire avec le temps. De même le mal de notre système. Nous avons observé le cours de la monnaie et le cours des prix à un point seulement, à la manufacture de radio. Mais le double courant est aussi continu que le temps lui-même. Il n'arrête jamais. Si nous étendons notre analyse au-delà de cet établissement et sur une plus longue période de temps, nous verrons le même phénomène se répéter constamment.

62 Chapitre 6

À chaque détour, les dépenses «A» sont MOINDRES que le total des prix «A» plus «B», de sorte que, quelle que soit la période considérée, le prix total (A plus B) sera toujours plus élevé que le total du pouvoir d'achat de l'acheteur (A). Les paiements de monnaie aux consommateurs individuels restent toujours en arrière des prix des marchandises que cherchent les clients. Le retard augmente avec le temps.

Reculer sur la ligne; passez de la manufacture de radio au fabricant des machines: vous constaterez la même situation que dans la manufacture de radio elle-même. Allez plus en arrière encore, à la fonderie qui fabrique des parties des machines ou même jusqu'aux mines d'où l'on extrait le minerai de fer: même histoire! Sur toute la ligne, les sommes distribuées par l'industrie comme pouvoir d'achat sont moindres que les prix des produits livrés. À la racine du retard, vous trouvez le facteur «temps». Le retard du pouvoir d'achat par rapport aux prix est un retard de temps. Temps et monnaie pris ensemble donnent la «vitesse d'écoulement de la monnaie». **La vitesse d'écoulement de la monnaie en paiements aux acheteurs est toujours en retard sur la vitesse du cours de fabrication des prix.** Le rythme du pouvoir d'achat est inférieur au rythme de production. Plus celle-ci devient efficace plus le retard s'accroît.

Sur toute la ligne

L'insuffisance du pouvoir d'achat pour racheter les produits est continuelle et cumulative; elle grandit de plus en plus. Le cours des dépenses qui entre dans la facture des prix commence avec le premier producteur et se continue jusqu'au prix de vente au détail que doit payer le consommateur. Ces produits suivent, autant que possible, la ligne droite, du producteur primaire, de celui qui fournit la matière brute, jusqu'au consommateur. Mais il faut du temps pour que les produits passent d'une étape à une autre. À chaque étape, tout le long du parcours,

Insuffisance du pouvoir d'achat 63

toutes les dépenses faites dans cette étape, plus un profit raisonnable, entrent dans la confection du prix des produits. Comme acheteurs, nous devons payer le total de toutes ces dépenses. Mais nous n'avons pour cela que les paiements «A». Lorsque les produits arrivent au marché, comment, avec «A», peut-on acheter «A+B», le prix de ces produits? Même si l'on exclut les profits du prix de vente, le pouvoir d'achat reste encore insuffisant.

Le cercle vicieux

Rappelons-nous maintenant comment la monnaie circule dans les affaires, commençant par un prêt de banque et finissant avec le remboursement du prêt à la banque. Le producteur de radio, dans l'exemple choisi, a emprunté 10 000 dollars pour installer ses nouvelles machines. Ces 10 000 \$ doivent être remboursés à la banque plus les intérêts accumulés. Le producteur doit recouvrer cette monnaie en incluant, dans les prix des radios, non seulement le montant du prêt mais aussi l'intérêt. Le public doit payer plus que le manufacturier a emprunté!

Quand le producteur rembourse son emprunt, ces 10 000 \$ disparaissent de la circulation. Ils sont disparus, bien qu'ils soient toujours chargés dans les prix demandés au public acheteur. Ce montant de monnaie est détruit au détriment du pouvoir d'achat du public acheteur. Impossible de revoir en circulation la monnaie représentée par ce prêt, excepté par un autre prêt bancaire destiné à une production **nouvelle**. Celle-ci chose faite, tout le cercle vicieux recommence. Même si les prêts bancaires sont renouvelés au lieu d'être remboursés, les paiements en monnaie qui alimentent le pouvoir d'achat restent en retard sur les valeurs attachées aux produits.

Notre revenu n'atteint jamais les prix des produits qui sont le fruit de notre industrie, dont nous avons besoin et que nous désirons. Nous ressemblons à des écureuils en cage — faisant tourner la cage et n'arrivant nulle part.

Économies et placements

La condition se complique encore de ce que nos salaires ou gages ne peuvent tous aller à l'achat des produits. Le souci de l'avenir commande d'en économiser une partie pour les mauvais jours et la vieillesse.

La monnaie affectée en placements ne peut l'être à la consommation. Placée, elle devient la source d'une nouvelle production, créant ainsi un nouvel établissement où les dépenses englobées dans les prix dépasseront encore le pouvoir d'achat. Un des résultats des placements est donc d'agrandir la distance entre le pouvoir d'achat et les prix.

La somme des épargnes que le public acheteur peut réussir, à force de gratter, contribue d'autant à réduire le pouvoir d'achat actuel vis-à-vis des biens de consommation. Quant à la thésaurisation, elle rend la monnaie inactive et équivaut simplement à la retirer de la circulation.

La disparité grandit

Comme nous avons vu, plus la machine automatique remplace l'ouvrier, plus grande devient la disparité entre le pouvoir d'achat et les prix, parce qu'alors, dans les prix entrent proportionnellement moins de salaires et plus des autres frais, moins de «A» immédiatement distribué et plus de «B» qui reste du côté production. Si l'on s'arrête à réfléchir à cette disparité toujours grandissante, au fur et à mesure que des machines de plus en plus perfectionnées déplacent les hommes pour fournir la production du monde, on comprend que le progrès nous conduit à l'absurdité insensée d'un maximum de production avec un minimum de consommation! Et l'on s'étonne encore du paradoxe de la pauvreté au sein de l'abondance!

Qu'est-ce donc qui tient les affaires en marche?

Dans ces conditions, demandez-vous tout naturellement, comment se fait-il que les produits réussissent tant

soit peu à s'écouler? Comment les ventes ne sont-elles pas tout à fait paralysées? La réponse se trouve justement dans les cahots du commerce ou dans le chaos de l'industrie. On peut jeter artificiellement un pont temporaire à travers le gouffre sans pour cela combler celui-ci.

Nous nous trouvons à répondre en même temps à cette autre question: Pourquoi n'avons-nous pas senti plus tôt les effets d'un pouvoir d'achat perpétuellement en retard sur les prix? Si ce manque de pouvoir d'achat chronique a toujours existé, pourquoi ses effets ne sont-ils devenus apparents qu'en 1929?

Pour élucider ce point, reconnaissons d'abord ce fait indéniable que, dans le système économique moderne, le côté industriel est asservi au côté financier. Pour sauver celui-ci, l'industrie détruit ses produits ou en restreint systématiquement la quantité. Ou bien elle les cède au-dessous du prix de revient, ce qui explique pourquoi 90 pour cent des entreprises industrielles font banqueroute. Ou bien, elle donne ses produits en échange d'une reconnaissance de dettes, ce qui veut dire, en hypothéquant un revenu futur: d'où les «ventes à tempérament» avec tous leurs aléas et leurs ruines. Ou bien le système s'accroche à la fermentation de haines entre les nations, pour activer la fabrication des munitions, au risque de conduire les hommes à la boucherie. Les considérations qui suivent vont jeter un peu de lumière là-dessus.

Nouveaux prêts bancaires pour financer la production

L'extension par le système bancaire de ce qui s'appelle «crédit» fournit la principale force motrice qui tient la monnaie en activité dans les affaires. Sans cette extension et renouvellement de prêts, le retard du pouvoir d'achat deviendrait directement visible. Une nouvelle production distribue un nouveau pouvoir d'achat aux consommateurs. Mais elle crée aussi de nouveaux produits et par conséquent de nouveaux prix. De sorte que

66 Chapitre 6

le correctif ne va pas loin en ce qui concerne le consommateur. On a des produits en abondance, mais un pouvoir d'achat insuffisant dans les mains du peuple pour se les procurer. Les prêts agissent comme des narcotiques; plus on en prend, plus il en faut, jusqu'à ce qu'on en devienne la victime. On sait si les dettes nous ont placés à la merci du système bancaire !

Surdéveloppement des industries de capital

L'industrie fabrique deux sortes de produits; les biens de consommation et les biens de capital — ceux que le public consommateur achète et ceux qu'il n'achète pas.

Durant et après la guerre, d'énormes sommes de monnaie furent empruntées des banques et versées à flot dans des industries de capital: extensions d'usines, installations de machine, etc. La monnaie distribuée sous forme de dépenses «A» dans ces industries se joignait à la monnaie «A» de l'industrie des biens de consommation. C'était une injection de pouvoir d'achat. Mais le remède ne pouvait être que temporaire, car ces industries nouvelles augmentaient la capacité de production, et toute nouvelle production accentue la disparité entre les prix et le pouvoir d'achat. C'est pourquoi, après une ère de prospérité apparente, le mal chronique se fit sentir encore plus terriblement. Nous restons maintenant en face de manufactures inactives, de production restreinte, de revenus diminués et de dettes augmentées, car les prêts exigent remboursement et intérêt.

Sabotage et restriction de la production

Nous avons déjà parlé de la stupidité du sabotage et de la restriction délibérée de la production. Pourtant, dans notre pays même, ces choses se pratiquent tous les jours, et dans l'industrie et dans l'agriculture. On restreint les emblavures, on ferme des usines, aux États-Unis on enfouit le coton, au Brésil on brûle le café, etc., alors que des millions d'individus ont désespérément

Insuffisance du pouvoir d'achat 67

besoin de toutes ces choses. On s'applique idiotement à réduire la production au niveau d'un pouvoir d'achat diminuant sans cesse. Combien de temps va-t-on continuer à détruire ainsi la richesse réelle au lieu d'en permettre la distribution par un système financier plus sensé ?

Faillites, liquidations, banqueroutes

Les hommes d'affaires ont avalé une forte dose de médicaments amers durant les cinq dernières années. Liquidations et baisse des prix sont choses ruineuses pour le commerce. L'industrie diminue ses prix pour augmenter temporairement le pouvoir d'achat du public acheteur. Elle partage le mal du consommateur, pour que les deux ne périssent pas en même temps. Mais la disparité continue entre le pouvoir d'achat et les prix, parce que ce palliatif temporaire a pour conséquence d'augmenter les faillites et de créer du chômage.

Le marché d'exportation

Dans le passé, l'exportation absorbait beaucoup de la production domestique que le pouvoir d'achat canadien ne pouvait acquérir. Les exportations sont financées en majeure partie par des prêts étrangers, chose assez facile autrefois, mais devenue de plus en plus difficile.

La machine augmente la capacité productive. Mais la possibilité d'exportation diminue à cause des hauts tarifs, des dettes internationales impayées et de la compétition entre les nations. Nous ne pouvons plus écouler chez les voisins les surplus accumulés par notre manque de pouvoir d'achat domestique. Toutes les nations souffrent du même système malsain, et toutes essaient d'en atténuer les effets, en se disputant âprement les marchés d'exportation, d'où conflits économiques, avant-coureurs des guerres. La paix ? Quelle personne bien pensante ne la désire de toute son âme ? Mais qui ne sait aussi que la semence des guerres dans le monde moderne, c'est la rivalité industrielle et commerciale ? La dernière fut

68 Chapitre 6

une guerre commerciale et industrielle bien plus qu'une guerre politique.

Une autre guerre ?

Lorsqu'une guerre éclate, la nécessité de la préservation nationale met de côté les vieilles lois de la finance. La production passe au premier plan. Les salaires ne manquent pas. Les travailleurs qui produisent des munitions ne les achètent pas. La monnaie distribuée par leur enveloppe de paie sert à l'achat des biens de consommation. Les produits ne languissent plus dans la grande vitrine de la nation. Temporairement, c'est le règne de la prospérité.

Mais la guerre finie, le quart d'heure de Rabelais sonne et il dure longtemps. Le système bancaire international qui a financé la guerre réclame paiement. La main-d'œuvre et les machines sont réaffectées à la production de biens de consommation. La disparité entre le pouvoir d'achat et les prix reparaît, en même temps que se ferment les marchés. On connaît le reste.

Faut-il donc que notre système économique insensé nous conduise à une autre guerre pour maintenir ses positions ? Nous avons encore frais à la mémoire l'horrible souvenir de la dernière tragédie. La mort et la destruction sont des prix trop élevés à payer pour une prospérité passagère. La prochaine guerre sera, dit-on, beaucoup plus destructive que la dernière. Peut-on sans frémir envisager pareille hécatombe et pareil coup à notre civilisation ?

Comment les dettes engendrent les dépressions

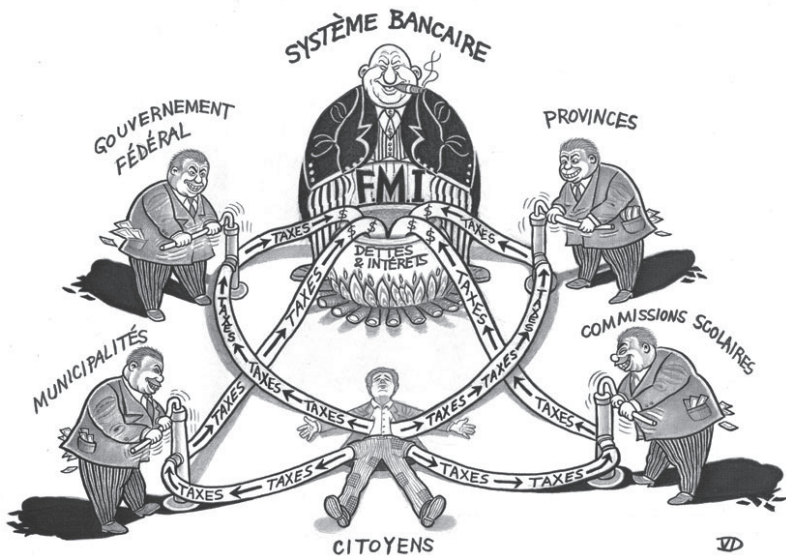
Repassant cette liste de palliatifs, si l'on excepte peut-être le sabotage, on les trouve tous entachés d'un trait commun — l'augmentation de dette.

Tous sont des remèdes sans valeur pour combattre la gangrène de la dette. Ils la propagent au contraire. Lentement, mais sûrement, le poison de la monnaie-dette

Insuffisance du pouvoir d'achat 69

s'infiltrer dans le sang des affaires, provoquant la ruine et la débâcle financière. Lorsque les bases chancellent, les banques se hâtent de vendre des obligations, de rappeler les prêts, d'annuler les crédits, de détruire la monnaie qu'elles avaient créée. La chute des prix, la paralysie des affaires et le chômage s'ensuivent. Les conséquences nous sont familières. Nous avons vu tout cela depuis 1929.

Nous payons le prix du progrès en pauvreté et en souffrance. Un pouvoir d'achat adéquat changerait la situation du tout au tout. Mais il faudrait pour cela corriger un système monétaire défectueux qui ne peut se liquider lui-même. D'ici là, le fardeau des dettes ne peut qu'augmenter et il est vain de parler de liberté économique.



Chapitre 7

Révolution ou évolution?

Tant que durera cette disparité entre le pouvoir d'achat et les prix de vente des produits qui pousse à la lutte pour s'emparer des marchés et constitue un véritable germe de guerre, que peut-on attendre des conférences internationales pour la paix? Et quel soulagement une nation peut-elle espérer lorsque son gouvernement recourt à de nouvelles émissions d'obligations pour financer «des programmes de relèvement?» Est-ce en s'endettant de plus en plus, en hypothéquant la production à venir entre les mains de banquiers privés que nous allons restaurer sainement la consommation de la production actuelle?

Nous sommes de plus en plus acculés à faire un choix. Allons-nous délibérément continuer notre régime de dettes et de pauvreté et imiter la Russie de 1916 vers une révolution d'une violence insensée? Ou allons-nous plutôt préférer une ÉVOLUTION tranquille, ordonnée et nécessaire dans la comptabilité de notre système monétaire, évolution qui conduira à une ère de prospérité et d'abondance soutenues?

Le Canada peut-il hésiter plus longtemps? Toutes nos machines productives sont plus qu'inutiles si nous ne pouvons en acheter les produits. Leur seule raison d'être est de produire des biens pour la consommation. Ces marchandises et services désirés par le consommateur et l'appétit du pays à les produire constituent la richesse réelle du Canada. Cette richesse est la seule base véritable de notre Crédit National. Mais nous ne pouvons aujourd'hui utiliser ce Crédit Réel à cause de la comptabilité pervertie d'un système monétaire moribond qui présente ce crédit comme dette insolvable. Le fardeau de cette dette, pure création du système financier, continuera de paralyser l'industrie et le commerce jusqu'à ce qu'on ait enfin compris que le Crédit du Canada est un ACTIF NATIONAL, non une dette au système bancaire. Le simple bon sens commande cette rectification. Une comptabilité saine considé-

raera naturellement notre capacité de production comme un CRÉDIT, et non comme une dette au teneur de livres. Il est plus que temps d'en venir là, d'effectuer le changement avant que s'installe le désordre. Pourquoi attendre une autre faillite de comptabilité qui révoltera un monde fatigué de se priver devant une vitrine débordante?

Un système sain doit fournir la monnaie nécessaire pour l'échange des produits. Cette monnaie doit être un outil du commerce, un intermédiaire d'échange et non une dette. Mais tant que la monnaie du pays est, par son origine et sa destinée, entre les mains d'hommes intéressés premièrement à leurs profits personnels, comment peut-on espérer un rapport raisonnable entre la somme de monnaie et la somme des produits? Un monopole financier qui crée la monnaie à l'état de dette ne peut donner qu'un système monétaire ignorant des besoins de la consommation. Un système de cette nature ne peut que conduire au mal chronique dont souffre le monde: insuffisance de pouvoir d'achat.

S'il était question d'une insuffisance de produits, il n'y aurait qu'à se soumettre, se priver, ou du moins se rationner. Mais on sait qu'il n'en est pas ainsi. On sait que le Canada possède assez de richesses naturelles, de machines, de cerveaux et de bras pour mettre l'aisance, le confort, et même ce qu'on appelle encore aujourd'hui le luxe, dans tous les foyers. Pourquoi alors une monnaie rare? Rareté artificielle créée et maintenue par ceux qui contrôlent notre monnaie, parce que cette politique les a admirablement servis jusqu'ici. Ils sont devenus les maîtres de la nation et «nul ne peut respirer sans leur permission». Par cette rareté, ils maintiennent le prix élevé de la monnaie dont ils ont le contrôle absolu et peuvent commander la richesse.

Mais nous nous en rendons à peine compte, parce qu'on a faussé notre mentalité. Les grands-maîtres de la finance internationale et les économistes à leur solde ont habilement

72 Chapitre 7

entretenu l'illusion. Tant que le public ne se sera dévêtu de cette fausse idée de rareté, de richesse très limitée, il ne songera pas à réclamer un changement radical et le crédit financier ne sera pas la réflexion exacte du crédit réel.

Il est futile d'attendre des maîtres du système qu'ils le corrigent eux-mêmes; ils devraient pour cela abdiquer le contrôle qu'ils ont usurpé, car jamais une monnaie saine ne peut sortir d'un monopole privé qui ne cherche que les profits. Faut-il attendre passivement que les gouvernements opèrent le changement? Ils sont aujourd'hui soumis aux maîtres de la finance, à la porte desquels ils vont servilement demander la permission de se servir du crédit réel de la nation, endettant la nation entière pour obtenir cette permission. Ce qui ne veut pas dire que ceux qui détiennent le pouvoir soient des hommes corrompus ou des traîtres. Mais ils suivent le chemin battu. Peut-être conçoivent-ils eux aussi l'absurdité d'un gouvernement asservi à des particuliers. Mais s'ils manifestent le désir de rectifier la situation, la force organisée des puissances d'argent se dresse devant eux. Que peuvent-ils, à moins d'avoir pour eux cette autre force toute-puissante, une opinion publique éclairée?

C'est dire que le changement ne peut venir que du peuple lui-même, évidemment par voie légale, par l'entremise de ses représentants, lorsqu'il saura réclamer et exiger ses droits, le droit de vivre autrement qu'en paria dans son propre domaine, quand ce domaine déborde de richesse bien à lui.

Le temps d'un changement est arrivé. C'est maintenant et tout de suite. Les forces écrasantes de la nécessité économique exigent qu'on envisage ce fait et qu'on s'applique sérieusement à élaborer et mettre en fonctionnement un système monétaire sain, qui établisse et maintienne l'égalité entre le pouvoir d'achat de la nation et les prix des produits que la nation peut fournir pour répondre à ses propres besoins. Refuser de se rendre à cet appel n'est rien moins qu'un suicide national.

Chapitre 8

Les propositions du Crédit Social

Le Crédit Social répond à cet appel. La solution proposée par Douglas au plus grand problème de notre époque est un système monétaire scientifique basant le volume du crédit directement sur le volume des produits. Douglas a défini le Crédit Social comme **«un système capable de monétiser la richesse réelle existante au profit de la société»**. Le Crédit Social fournit un plan pratique bien défini pour le fonctionnement d'un système monétaire conçu spécialement pour équilibrer le pouvoir d'achat avec la production.

Voici les propres paroles du Major Douglas: «La fonction d'un système financier efficace et moderne est d'émettre du crédit au consommateur, jusqu'à concurrence de la capacité de production du producteur, tant que le consommateur n'est pas rassasié, ou la capacité de production épuisée.»

Le Crédit Social vise aussi au relèvement immédiat et permanent des affaires. Son but est de «cesser l'accumulation des dettes, nationales et internationales, et mettre fin à l'existence continue et simultanée de la surabondance et du dénuement.» (A.-R. Orage)

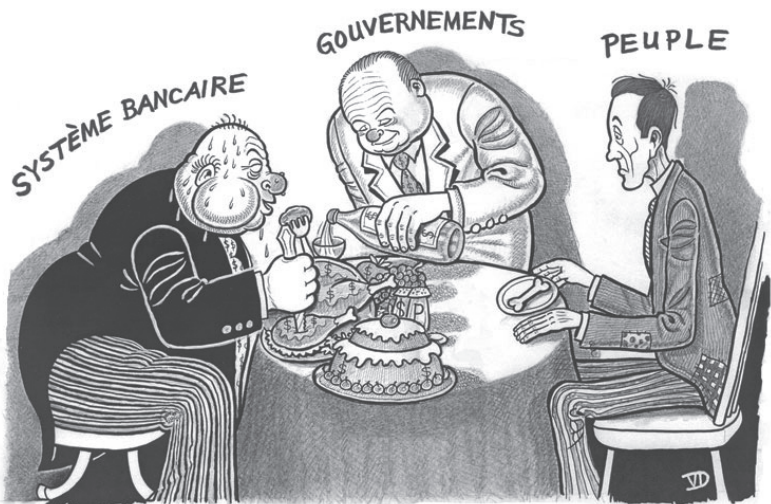
La voix du public acheteur réclame de plus en plus instamment un régime qui remplace le déluge des dettes par la sécurité économique pour tous. La dépression doit céder les lieux à une prospérité nationale permanente, solidement établie sur la RICHESSE RÉELLE. En cet Âge d'Abondance, fruit des progrès de la science et de l'industrie, nous ne pouvons plus ignorer que chaque individu, à titre de consommateur, est un associé dans l'industrie et, d'ailleurs, la production pourrait-elle continuer sans le flot continu des acheteurs ?

Nous avons vu que l'insuffisance actuelle de pouvoir d'achat entre les mains des consommateurs est due à deux

74 Chapitre 8

causes fondamentales, toutes deux provenant du système de monnaie-dette. Les propositions du Crédit Social sont conçues pour supprimer ces causes et par là-même éliminer le manque de pouvoir d'achat. Brièvement, le but que se propose le Crédit Social, c'est, en premier lieu, «simplement d'augmenter le pouvoir d'achat par un système monétaire qui opère automatiquement, puis d'adapter le système aux conditions du progrès moderne qui exige de moins en moins d'opérateurs au service des machines perfectionnées de la production». (Douglas.)

Ceci peut paraître une tâche immense. Voyons si elle est possible et comment. Le Crédit Social affirme qu'elle est aussi possible que logique et nécessaire. «Prétendre que notre monde, auteur des merveilleux progrès mécaniques, scientifiques et intellectuels des 150 dernières années, n'est pas capable d'établir un système, une combinaison de comptabilité et d'émission de billets qui reflète fidèlement les faits de la production, à mesure qu'ils changent de temps à autre, c'est de beaucoup dépasser les bornes de la crédulité d'un public exaspéré.» (Douglas.)



Chapitre 9

Le compte de crédit national

Si l'on veut une monnaie qui travaille pour nous et non contre nous, il faut d'abord voir à sa nature: qu'elle soit une monnaie-Crédit au lieu d'une monnaie-Dette. On devra ensuite, pour que le système économique remplisse efficacement son rôle de production et de distribution des produits, faire disparaître la disparité entre le pouvoir d'achat et les prix de vente. La méthode la plus efficace pour établir l'équilibre semble être d'élever le pouvoir d'achat et de diminuer les prix, simultanément.

Comment y arriver d'une façon pratique ?

Une prospérité générale et permanente dépend évidemment d'un équilibre constant entre un niveau de production élevé et un niveau également élevé de consommation. On maintient cet équilibre en satisfaisant constamment les besoins vitaux des consommateurs au moyen de produits actuels des producteurs. Pour que les consommateurs puissent exercer un appel efficace sur les produits, ils doivent avoir suffisamment de monnaie pour se procurer ces produits. Une demande sans monnaie, c'est-à-dire sans l'outil indispensable, est impuissante, inefficace. La seule limite justifiée à la satisfaction des besoins de la nation; c'est la limite de sa capacité de production. Cette capacité de production n'est actuellement utilisée que dans une faible proportion seulement.

Il faudrait avoir suffisamment de monnaie disponible pour exprimer exactement la demande de produits. La monnaie, faisant office de pont entre les désirs et les produits, doit reposer sur le CRÉDIT RÉEL, c'est-à-dire sur le degré d'aptitude de la nation à livrer aux consommateurs les biens dont ils ont besoin.

En d'autres termes, la monnaie doit refléter véritablement les faits de la RICHESSE RÉELLE. La monnaie étant le moyen accepté pour exprimer efficacement une

76 Chapitre 9

demande de produits disponibles, l'équilibre entre l'aptitude de la nation à produire et son aptitude à acheter ses produits doit s'effectuer par la monnaie.

Le relèvement permanent des affaires demande donc de hausser la consommation au niveau de la production. La nation, à la fois acheteuse et consommatrice des produits, doit pouvoir acheter ce qu'elle produit. Le Canada consommateur n'absorbera la production entière du Canada producteur, qu'en autant que son pouvoir d'achat sera au niveau de sa capacité productive. **On n'arrivera à cet équilibre qu'en contrôlant le montant total de la monnaie en circulation de telle sorte qu'il varie en proportion directe de la production trouvant consommateur.**

Pour être sain, pour livrer efficacement aux consommateurs les produits qu'ils demandent et qui sont tout à fait possibles, le système monétaire doit être une expression fidèle du crédit réel.

«La ré-identification du crédit réel avec le crédit financier est la véritable question en jeu.» (Douglas.)

L'établissement d'un Bureau de Crédit National

Deux mesures sont nécessaires pour établir un système monétaire qui reflète véritablement notre Crédit Réel. Toutes deux ressortent du gouvernement fédéral agissant comme représentant du peuple. Toutes deux sont d'exécution facile, en se servant d'agences déjà existantes au service du gouvernement.

La première nécessité, — on l'a déjà démontré — c'est de restituer à la nation ses droits constitutionnels en matière de monnaie. Le contrôle du volume de monnaie de la nation est une prérogative souveraine que seul doit exercer le gouvernement souverain. Ce contrôle inclut le crédit aussi bien que le numéraire. Ce sera le premier pas vers une véritable reprise économique d'un caractère permanent.

En second lieu, la nation doit recueillir les faits et

Le compte de crédit national 77

chiffres établissant notre capacité de production et de livraison des produits à la consommation. C'est sur cette fondation solide que repose notre Crédit Réel.

À cette fin, dès que la nation aura repris le contrôle constitutionnel de son propre système monétaire, l'action pratique et immédiate proposée par le Crédit Social sera la nomination d'une commission de Crédit National, complètement en dehors de la politique. Le premier devoir de cette commission serait de dresser un inventaire national de la capacité productive actuelle du pays en tant qu'il s'agit de produits désirés par les consommateurs. Un COMPTE DE CREDIT NATIONAL serait ouvert, basé sur cette capacité de production. Le compte de Crédit National est simplement un bilan représentant les faits connus de la capacité de production comparés avec la consommation; on peut considérer cette dernière comme exprimant le pouvoir d'achat.

Ce compte fournit les données pratiques pour régler la monétisation de la Richesse Réelle de la Nation, c'est-à-dire l'expression de sa valeur en monnaie. Le but de ce compte est de tenir les prix de vente créés dans la manufacture de richesse de la nation en équilibre constant avec les billets-monnaie distribués pour acheter cette richesse.

Monétiser la richesse réelle signifie transformer le crédit réel en son équivalent financier. C'est nécessairement un travail de tenue de livres exactement comme la création actuelle de la monnaie. Mais il y a cette différence qu'aujourd'hui le volume de monnaie de la nation est créé à l'état de dette dans les livres de comptabilité du système bancaire privé, au lieu que le Crédit Social crée une monnaie exempte de dette, représentant un actif réel, un véritable Crédit, dans les livres de la nation.

Émissions de monnaie

La Commission du Crédit National, libre de toute attache politique, agit comme un bureau de comptables. Elle

78 Chapitre 9

groupe et classe, dans la feuille de balance nationale, les chiffres résumant notre énorme capacité productive comparée avec notre consommation de produits si restreinte aujourd'hui. La nation est créditée de sa production et débitée de sa consommation. La balance indique la limite réelle du Crédit National. **Le surplus de production sur la consommation est rendu profitable sous forme de crédit pour augmenter la consommation.**

Le Trésor émet, sous forme de crédit **directement aux consommateurs**, de la monnaie en quantité suffisante pour les rendre capables d'acheter toutes les marchandises produites qui conviennent à leurs besoins. Cette monnaie de crédit sera en quantité exactement suffisante pour permettre à la capacité de production établie de livrer marchandises et services aux consommateurs. Pour cela, il faut que le volume de la monnaie soit basé sur le rapport courant entre la production et la consommation. Le Compte de Crédit National est essentiellement un **rapport de l'état des affaires de la nation, de la production et de la consommation de richesse réelle pendant une période déterminée**. Le crédit réel est transformé en crédit financier dans la comptabilité du Trésor en vertu des pouvoirs constitutionnels du gouvernement.

Le compte de Crédit National est administré par la Commission de Crédit National, composée de commissaires indépendants des partis politiques, dont l'autorité, dans leur sphère, est comparable à celle de la Cour Suprême en matière de loi. Il est suggéré que le président de cette commission soit désigné sous le titre de Commissaire du Crédit National et soit nommé par le Gouvernement pour temps de bonne conduite. Le Commissaire du Crédit National et les autres membres de la Commission de Crédit devront être, par dessus tout, des hommes d'une intégrité irréprochable, reconnus pour leur compétence et leur expérience en comptabilité et en mathématiques.

COMPTE DE CRÉDIT NATIONAL

(Les chiffres expriment des millions de dollars)

Augmentation de la richesse réelle

1. PRODUCTION	
(a) Produits de consommation	7 000
(b) Produits de capital	2 500
2. Importations	300
(Richesse réelle reçue)	
3. Appréciation	200
(Augmentation de valeur commerciale des actifs de production)	
4. Paiements sur les dettes étrangères	?
(Reçus des autres nations)	

Diminution de la richesse réelle

1. CONSOMMATION	6 000
(Produits vendus au détail)	
2. Exportations	600
(Richesse réelle sortie du pays)	
3. Dépréciation	900
(Usure des usines, de l'outillage, etc.)	
4. Paiements sur la Dette Nationale	?
(Dépenses pour retirer les obligations détenues par les banques, réduire les taxes.)	

ADDITION totale à la Richesse 10 000 SOUSTRACTION totale de la richesse réelle 7 500
(Enrichissement) (Appauvrissement)

BALANCE DE CRÉDIT RÉEL 2 500 } Disponible pour financer la consommation addition-
(Surplus net de l'augmentation de la nelle (au moyen de l'escompte et du dividende)
richesse nationale réelle)

(Ces chiffres sont imaginaires, à titre d'exemple seulement)

80 Chapitre 9

Saisissons bien le point le plus important à propos de cette émission de monnaie de crédit basée sur le crédit réel de la nation: **la monnaie ainsi créée est garantie 100% par la richesse de la nation**, c'est-à-dire par la capacité de la nation à produire marchandises et services et à les livrer aux consommateurs qui les demandent. Cette richesse, créée par les industries de la nation, est un ACTIF.

Le Crédit Social la reconnaît comme telle et non comme une **dette au système bancaire**. C'est pourquoi sa monnaie est exempte de dette.

Un exemple sommaire et quelques chiffres illustrent d'une façon générale comment le Compte de Crédit National produit les faits nécessaires à la monétisation de la richesse réelle. Supposons que le tableau donné à la page précédente (page 79) représente un compte trimestriel du Crédit National.

D'après les chiffres de cet exemple, le Trésor pourrait émettre deux milliards et demi de dollars, en monnaie de crédit, transformant ainsi le crédit réel en crédit financier placé à la portée des consommateurs pour leur permettre d'acheter les fruits de la production.

Les banques sous le Crédit Social

L'institution et la tenue des comptes de crédit national n'exigent pas la **«nationalisation» des banques**. En pratique, telle nationalisation serait une grande erreur. «Je ne suis pas moi-même avocat de la nationalisation des banques, disait Douglas en 1935. Je crois que c'est là une des méprises qu'on commet si fréquemment dans ce domaine. La nationalisation des banques en soi est simplement un changement d'administration; elle n'entraîne pas pour cela un changement de méthode. Or on ne peut s'attendre à ce qu'un simple changement d'administrateurs produise des résultats. C'est un changement dans la politique monétaire qu'il faut et ce changement peut

s'effectuer sans intervenir avec l'administration ou le propriétaire d'une seule banque au monde.» Seule la **politique monétaire** doit être placée sous le contrôle national.

Bien que le Crédit Social mette fin au monopole qu'exerce actuellement le système bancaire sur le volume de la monnaie, il garderait les banques et protégerait les banquiers. Le gouvernement assumerait en propre, comme fonction constitutionnelle, le contrôle complet de l'émission de la monnaie. Ce changement ne comporte ni violence, ni suppression des banques. Tel que proposé, le Crédit Social conserverait au système bancaire son caractère de propriété privée. Les banques pourraient, sous la surveillance du gouvernement, servir de succursales du Trésor. Elles s'occuperaient de monnaie, accepteraient les dépôts et tiendraient les livres de comptes nécessaires pour la circulation des chèques. Les transactions commerciales leur resteraient. En effet, d'après Hattersley, «les banques sont des institutions utiles pour recevoir en dépôt la monnaie du peuple et recouvrer les dettes. L'art bancaire est un des arts les plus perfectionnés des temps modernes. Le mécanisme, des banques doit être préservé autant que possible, peut-être même développé. C'est la régie monétaire qu'il faut enlever au contrôle privé.»

Ceci veut tout simplement dire que les banques ne pourront plus exercer le pouvoir monopolistique et souverain qu'elles possèdent aujourd'hui de créer et de détruire la monnaie.

Industrie et individus ont besoin des facilités du système bancaire pour leurs activités commerciales. Toutes les fonctions utiles des banques seront sauvegardées pour le service et la commodité des affaires. Le système bancaire servira de plus à la distribution des crédits du gouvernement aux consommateurs. Les prêts bancaires continueront, mais ce seront de simples prêts, 100 pour cent de réserve, et non des créations de dettes. Au lieu

82 Chapitre 9

de tirer leurs profits d'intérêts sur une monnaie créée à l'état de dette, les banquiers toucheront des honoraires pour services rendus.

Le Crédit Social propose d'utiliser et de rémunérer les aptitudes des banquiers compétents qui mettront leur expérience au service de la Commission du Crédit National. Les occasions pour les banquiers de rendre des services utiles et profitables au public se multiplieront avec l'augmentation de prospérité.

Mais le contrôle du Crédit doit passer du système bancaire à l'État, qui représente tous les citoyens consommateurs, pour que le Compte de Crédit National fonctionne d'une façon pratique. Ce compte, reflétant la richesse réelle du pays et égalisant le crédit financier avec le crédit réel, fournirait une circulation de monnaie-Crédit suffisante pour les affaires et les consommateurs.

L'introduction du Compte de Crédit National ne dérange en rien les pratiques d'affaires actuelles.

La Constitution donne au Gouvernement le pouvoir d'émettre et de contrôler la monnaie. Pourquoi ne se sert-il pas de ce droit? Non seulement permet-on au système bancaire de monopoliser la création de monnaie pour l'industrie, mais le gouvernement lui-même emprunte des banques son propre crédit, empilant sur des administrés un fardeau de plus en plus lourd, enchaînant la nation au système bancaire privé par une dette publique toujours croissante, alors qu'elle n'a pas sa raison d'être. Stupide ou outrageant? L'un et l'autre. Mais l'opinion publique, qui seule peut changer cet état de choses, ne fera sentir sa pression que lorsqu'un nombre plus considérable sera au courant des faits. Les faits une fois connus, la demande publique changera certainement la situation, car, ne l'oublions pas, c'est avec notre consentement que les banques exercent leur monopole sur la monnaie et le crédit. Elles tiennent leurs chartes du gouvernement.

Garantie contre l'inflation

L'idée d'un gouvernement créant de la monnaie pour fournir du pouvoir d'achat aux consommateurs de la nation peut faire surgir dans certains esprits le spectre de l'inflation. Inflation ! Épouvantail immanquablement agité par les banques et ceux dont les intérêts sont soudés à ceux des banquiers dès que vient sur le tapis la question de modifications au système monétaire. Ils prennent bien garde de tirer au clair le sens du mot «inflation». L'inflation n'est pas une simple augmentation du pouvoir d'achat. C'est une augmentation dans la quantité de monnaie (monnaie de papier ou autre) accompagnée d'une augmentation des prix. L'inflation suppose donc une augmentation parallèle et de la monnaie et des prix. Elle provient d'une trop grande abondance de monnaie par rapport aux produits, ou si l'on veut, de titres à la richesse par rapport à la richesse. Mais si l'augmentation de monnaie correspond à une augmentation de production, il n'y a pas d'augmentation de prix et pas d'inflation.

Tout le monde sait que l'inflation est dangereuse à cause de l'augmentation des prix qui la caractérise et qui ruine le pouvoir d'achat des salariés. Le Crédit Social évite et prévient l'inflation par le contrôle automatique de l'émission de la monnaie, non seulement dans son émission, mais dans son rapport avec la richesse sur laquelle est basée son émission. Le Compte de Crédit National régularise le montant de monnaie émis de manière à éviter et l'inflation et la déflation. Le Crédit Social assure le contrôle de la monnaie par rapport aux produits d'une façon directe et absolue, au moyen du «juste prix». C'est la fin du règne des paniques, des débâcles et des dépressions.

Deux voies de distribution du crédit au consommateur

La monnaie créée sur la base de l'excédent de riches-

84 Chapitre 9

se indiqué par le Compte de Crédit National sera employée de deux manières pour établir la parité entre le pouvoir d'achat et les prix de vente.

La première manière augmente le pouvoir d'achat de chaque dollar de l'acheteur tout en empêchant l'inflation des prix: c'est la méthode dite du JUSTE PRIX. L'autre prend la forme de DIVIDENDE NATIONAL. Considérons d'abord le JUSTE PRIX.



Chapitre 10

Le Juste Prix

Le Juste Prix est le pivot d'un système économique sain, équilibrant le flux et reflux du crédit avec la production et la consommation des produits. Il n'a rien de commun avec les méthodes actuelles de barguignage pour déterminer les prix. C'est une question de calcul scientifique, basé sur des statistiques enregistrées, mais un calcul très simple malgré tout.

Plus de pouvoir d'achat pour tous

Aussitôt que le Compte de Crédit National aura fait connaître le crédit réel disponible, le premier acte de relevement sera d'établir un système scientifique des prix, destiné à appliquer le crédit où il est le plus pressant. Ce système doit viser spécialement à éliminer la disparité entre les billets d'achat dont dispose la nation et les prix de vente des produits dans le commerce de détail.

La survivance d'une entreprise industrielle exige que toutes les dépenses soient couvertes par les prix de vente. On sait, d'autre part, que pour acheter les produits de l'industrie, les acheteurs doivent présenter des billets d'achat d'une valeur égale aux prix attachés à ces produits. C'est à cette phase du cycle que le système doit tirer de l'acheteur toutes les dépenses de production et de distribution de l'article vendu. Comment y parviendra-t-il si, comme on l'a expliqué, le pouvoir d'achat est inférieur au prix de vente. Le moyen logique **pour augmenter le pouvoir d'achat et en même temps diminuer les prix est d'introduire de la monnaie supplémentaire à ce moment-là même au moyen d'un ESCOMPTE sur les prix de détail des produits vendus.**

Par cet escompte sur le prix de détail, le Crédit Social propose de baisser les prix et d'augmenter le pouvoir d'achat. Le Juste Prix est simplement le prix régulier du détail moins cet escompte. **L'escompte est applicable à**

tous les produits vendus au détail à l'acheteur pour la consommation.

Le marchand détaillant est le point de contact entre le côté producteur et le côté consommateur; c'est le dernier anneau de la chaîne de distribution reliant production et consommation. C'est pourquoi le prix de détail doit inclure toutes les dépenses de production et de distribution et les profits. Le total de toutes ces dépenses et profits établit le prix de détail. C'est donc ici, à ce point final, que doit se concentrer l'équilibre entre la production et la consommation.

L'adoption du Juste Prix augmente le pouvoir d'achat de chaque acheteur en établissant un escompte au détail continu sur tous les achats. «Le but de la régularisation des Prix (au juste prix) est d'en finir pour toujours avec le retour alternatif d'inflation quand le crédit est abondant et de déflation quand le crédit est rare. Au moyen du Juste Prix, l'industrie peut recevoir une partie de ses dépenses de production du Compte National de Crédit, de sorte qu'elle ne se repose plus uniquement sur un pouvoir d'achat inadéquat distribué par elle aux consommateurs.» (A.-R. Orage.)

Pour équilibrer les sommes reçues de l'industrie en salaires, bonis et dividendes par les consommateurs avec le prix total de détail qu'ils doivent payer pour les produits offerts en vente, l'escompte de détail est accordé à tous les acheteurs de ces produits au moment où les produits passent définitivement à la consommation.

Comment fonctionne l'escompte

Ceci peut paraître d'une pratique compliquée. Appliquons-en donc le fonctionnement à quelque exemple de la vie courante. Supposons que depuis longtemps vous désiriez acheter un nouveau pneu pour votre Ford. Mais vous remettez votre achat faute de monnaie. Le prix de détail du pneu est dix dollars. Voici venir le Crédit Social

avec un taux d'escompte au détail marqué pour le semestre à 25%. Déduisant l'escompte de 25% du prix au détail, il reste 7,50 \$ pour le «juste prix». Avec le pouvoir d'achat supplémentaire que vous donne l'escompte, vous achetez du marchand le pneu de 10,00 \$ pour 7,50 \$.

À première vue, l'idée d'acheter un pneu de 10 \$ au-dessous du prix de revient peut paraître étrange. C'est certainement une aubaine pour vous! Eh bien, c'est aussi l'avantage du marchand: suivons, en effet, la transaction pour voir ce qui arrive. Le commis qui vous a vendu le pneu fait rapport de la vente; sur la facture coutumière, il inscrit le prix du pneu et le montant de l'escompte alloué. Le détaillant comme d'habitude dépose ses recettes à sa banque. Mais il va inclure avec celles-ci le double de ses factures, montrant et ses transactions et les escomptes alloués. La banque, après examen des factures, crédite le compte de banque du détaillant du total des escomptes par lui accordé sur les ventes. Ainsi se complète le prix pour le marchand et il peut balancer ses comptes. L'escompte compensé favorise le consommateur en augmentant son pouvoir d'achat et le marchand en activant ses ventes.

La banque à son tour fait rapport du montant total qu'elle a déboursé. L'escompte est chargé au côté débit du Compte de Crédit National comme consommation. La banque est remboursée en Certificats de Crédit émis par le Trésor et peut dès lors balancer ses comptes.

Quel est le résultat net de ce procédé de comptabilité? Augmentation du pouvoir d'achat du consommateur qui se trouve ainsi équilibré avec la production; plus d'activité chez le marchand et à la banque, et tous les comptes se balancent. Le procédé tout entier est, à tout prendre, beaucoup moins compliqué que bien des méthodes commerciales déjà en usage. Écritures très simples pour obtenir un résultat remarquable: le rehaussement du pouvoir d'achat.

88 Chapitre 10

Mais d'où vient la monnaie pour financer cette augmentation du pouvoir d'achat? Elle est créée par un procédé de comptabilité, exactement comme elle l'est par les banques dans le système d'aujourd'hui. Mais la monnaie du Crédit Social dérive directement des chiffres du crédit réel inscrit au Compte de Crédit National, au lieu de dériver de chiffres inscripteurs de dettes du système bancaire privé.

Nous avons vu que, dans le Compte de Crédit National, la nation est créditée de la production de richesse et débitée de sa consommation. La production de la richesse réelle doit nécessairement toujours devancer la consommation. L'escompte au détail est déterminé par la différence entre la production actuelle de richesse et sa consommation. De sorte que le crédit servant à financer l'escompte vient de la monétisation de l'excédent de la production sur la consommation indiqué dans le Compte de Crédit National. La création de ce crédit est donc basée sur une richesse réelle qui, sans cette création, ne pourrait être utilisée; elle prévient la destruction ou la restriction insensées de la richesse.

Coût Réel — Profit Réel

Le Juste Prix est basé sur le coût réel — c'est-à-dire sur ce principe que le coût réel de chaque article est le total de tout ce qui est consommé pour le produire. S'agit-il d'une table, par exemple. Il a fallu une certaine quantité de bois, provenant d'un arbre abattu quelque part dans la forêt; le procédé de fabrication entraîne un certain montant de dépréciation dans les scies, les wagons de transport, les machines de la manufacture, et jusque dans le camion qui délivre la table chez l'acheteur. Le bûcheron, les scieurs, le menuisier et autres employés contribuant à la fabrication de la table consomment de la nourriture, des vêtements, etc. À la fin de l'ensemble du procédé, arbre, nourriture, vêtements, etc. sont consommés en tout ou en partie; la table est restée. Que doit-elle

coûter? Évidemment le total des choses consommées en cours de fabrication et de manipulation.

De même, si l'on considère la production totale de biens dans un pays pour une période donnée, son coût réel est le total des biens consommés dans ce pays pendant cette même période. Si la production excède la consommation, le travail se dénoue en un profit, en termes de richesse réelle. Le crédit réel de ce pays a augmenté.

Le Juste Prix, ou prix de détail moins l'escompte, est basé sur ce fait que le coût réel de production est la consommation. Mais nous savons que les innombrables charges fixes sur le capital investi, intérêts, remboursements de prêts et autres dépenses financières, doivent être incluses dans le total du prix de détail de chaque article. On comprend aisément que le coût réel de n'importe quel article est toujours moindre que son coût financier. Le Crédit Social propose que, par le mécanisme dit du Juste Prix, le consommateur paie le coût réel, équivalant à la consommation de richesse réelle, et que la balance du prix total de détail soit représentée par l'escompte. La fonction de cet escompte est de faire disparaître pour le consommateur la différence entre le coût réel et le coût financier pour combler le vide qui sépare le pouvoir d'achat des prix de vente.

Ce que nous payons dans les prix

Comme nous l'avons vu à la manufacture de radio, l'industrie ne produit pas seulement des marchandises, mais aussi des prix. L'acheteur d'une radio paie dans le prix non seulement le radio, mais aussi une partie de la manufacture qui l'a produit.

Dans la méthode actuelle de confection des prix, tous les produits manufacturés doivent se vendre à un prix embrassant non seulement le coût direct de chaque article, mais aussi le coût des moyens de production. Le coût financier doit être récupéré au même titre que le coût réel.

90 Chapitre 10

Quand vous achetez un sac de farine, vous payez aussi une partie des dépenses du chemin de fer qui a transporté le blé et du moulin qui en a fait de la farine. Assurément, vous ne mangez que la farine, vous n'avez aucun appétit pour les chemins de fer ou les meuneries. Quand vous avez mangé la farine dans votre pain quotidien, les meuneries et chemins de fer que vous avez contribué à payer existent encore. Et ils sont toujours aptes à préparer et transporter la farine.

Le consommateur achète les marchandises qu'il désire consommer. Cependant, sous le système actuel des prix, il paye non seulement ce qu'il consomme, mais aussi les manufactures, les ateliers et les machines qu'il ne consomme pourtant pas. Et après qu'il a consommé les produits achetés, les manufactures et les machines continuent d'exister, prêtes à produire de nouvelles marchandises.

Le but du Juste Prix, basé sur le coût réel, est de faire en sorte que l'acheteur paie exactement ce qu'il consomme. Le Crédit Social regarde les moyens de production comme un actif utile, une augmentation à bon droit de richesse qui mérite d'être représentée par une augmentation de monnaie libre de dette.

Est-elle logique, la comptabilité en vertu de laquelle la nouvelle monnaie créée par une banque pour la production de la richesse constitue une dette à rembourser dans les prix par la nation acheteuse? Une comptabilité honnête doit créditer la nation de la valeur de son nouveau capital, fruit de son travail, puisqu'il constitue un véritable actif. C'est ce que fait le Crédit Social par l'es-compte de détail.

Les mots «Juste Prix» ne sont donc pas de vains mots. Le Crédit Social applique les faits de la production et de la consommation dans la détermination des prix des produits et des services. Le Juste Prix est un moyen logique, autant que commode, pour établir la concor-

dance entre la comptabilité et les faits.

Pour tant soit peu qu'on remarque les escomptes nombreux et complexes qui entrent dans les transactions commerciales de tous les jours, on se rend compte qu'un escompte uniforme, sur le prix au détail de tous les produits vendus pour la consommation, serait chose facile à enregistrer et à contrôler.

Le Juste Prix ne demande aucun bouleversement, aucune modification de notre structure industrielle si efficace. Pas d'inutiles tentatives à établir des prix fixes, nulle intervention du gouvernement dans les affaires de l'industrie. L'initiative privée et la concurrence gardent leur libre cours.

Le contrôle du crédit

Un autre trait important du Juste Prix, c'est qu'il laisse le contrôle de l'utilisation du crédit entre les mains des consommateurs eux-mêmes, puisque l'escompte s'applique seulement aux ventes faites. Le consommateur reste donc libre de choisir les produits qui lui siéent.

Le Crédit créé par l'escompte pour augmenter le pouvoir d'achat n'est émis qu'avec une vente de produits, de sorte que le rapport entre les produits et la monnaie demeure exact et constant. Le Crédit Social prévient ainsi les vagues d'inflation et d'affaïssement qui suivent inévitablement toute augmentation de monnaie, toute expansion de crédit sous le système actuel de dettes aux banques. Le crédit créé par le juste prix ne peut servir à la spéculation, car il ne prend naissance que par une vente.

Il est particulièrement intéressant de remarquer que l'émission de nouvelle monnaie par l'escompte national de détail, au lieu d'augmenter le niveau général des prix, est positivement l'instrument qui les diminue. Voilà qui fait table rase des arguments qui prétendent que le Crédit Social prône l'inflation. La plupart des autres propo-

92 Chapitre 10

sitions pour augmenter le pouvoir d'achat réclament en premier lieu une émission de nouvelle monnaie et, en second lieu, un dispositif pour combattre la tendance naturelle à l'augmentation des prix. La suggestion du Major Douglas commence par les prix. L'émission de nouvelle monnaie est en elle-même le dispositif qui non seulement empêche l'augmentation des prix, mais en réalité les réduit au niveau qui leur convient.

L'escompte au détail, réduisant le prix des produits pour tous les consommateurs, ajoute au pouvoir d'achat de chaque dollar composant les revenus des particuliers. Par exemple, avec un escompte de 25%, un revenu annuel de 3 000 \$ achète des produits pour une valeur de 4 000 \$. L'escompte procure un pouvoir d'achat supplémentaire utilisable au goût du consommateur. L'escompte de détail fait donc disparaître la disparité entre le pouvoir d'achat et les prix de vente qui paralyse le commerce et l'industrie et engendre la pauvreté, les dépressions, les banqueroutes, le nationalisme économique outrancier et les guerres.

La mise en pratique du Juste Prix ne détruit cependant ni les profits ni la concurrence, aliments et dynamisme du commerce et de l'industrie. Au contraire, en amenant une circulation plus grande des produits, il procurerait un stimulant sain aux affaires. La compétition se ferait vis-à-vis d'un pouvoir d'achat adéquat, au lieu de s'agiter frénétiquement devant des revenus insuffisants entre les mains de l'acheteur. La loi de l'offre et de la demande opérerait sans entraves. La qualité des produits, l'efficacité de la production et l'art de vendre marqueraient les succès.

Comment déterminer le Juste Prix

L'Escompte au Détail pour une période donnée est déterminé par les faits existants de la production (incluant les nouvelles entreprises et les importations) et de la consommation (incluant la dépréciation et les ex-

portations). Ces faits sont exprimés dans le Compte de Crédit National. Une simple opération d'arithmétique détermine alors le Juste Prix, d'après le rapport mathématique entre la production totale de la richesse et la consommation totale de richesse.

Qu'on se reporte à l'exemple du Compte de Crédit National, en page 79.

En vertu des chiffres donnés dans ce tableau, l'escompte au détail serait calculé comme suit:

$$\frac{\text{Balance nette de crédit réel}}{\text{Addition totale à la richesse réelle}} = \frac{25}{100} = \frac{1}{4} = 25\%$$

Le taux courant de l'Escompte au Détail pour le trimestre serait donc de 25%.

Lors de la mise en marche du Crédit Social, on suggérerait de commencer par un escompte, très modéré, de 15% sur tous les achats au détail pour la consommation. Ce taux initial d'escompte ne serait pas permanent, mais établi pour la première période seulement. Plus tard, il varierait périodiquement, selon les chiffres de la production et de la consommation comme nous l'avons expliqué. Après avoir été de 15% pendant trois mois, l'escompte pour les trois mois suivants peut très bien être fixé à 20%. Pour le troisième trimestre, les chiffres de la production de 1929 peuvent servir de jalon. De cette façon, les affaires se relèveraient graduellement et sûrement. Après une année complète, on aurait une base fiable pour déterminer l'escompte, avec la même précision que les compagnies d'assurances apportent à la détermination de leurs taux d'après les statistiques des actuaires. Le taux de l'escompte pourrait être rajusté trimestriellement ou semestriellement, en rapport avec les données du Compte de Crédit National, ou de la production et de la consommation.

L'Escompte National de Détail empêcherait d'une part la concurrence malsaine de la coupe des prix pour

94 Chapitre 10

s'emparer d'un pouvoir d'achat trop maigre, et d'autre part limiterait efficacement toute tendance à l'augmentation des prix. Le détaillant qui essaierait de tirer profit illégalement de l'augmentation du pouvoir d'achat pourrait être privé de ses droits à l'escompte, ce qui le placerait dans une condition désavantageuse et à la merci de ses concurrents.

Reprise des affaires

Mis en pratique, le Juste Prix fournirait un soulagement immédiat à la dépression actuelle, en mettant en marche les roues de l'industrie, grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat qui permettrait aux acheteurs de réclamer de nouveaux produits. La consommation activée aurait vite disposé du «surplus invendable» dont se plaint l'industrie. Il ne serait plus nécessaire de recourir stupidement au sabotage ou à la restriction délibérée de la production quand tant de consommateurs ont tant de besoins à satisfaire.

Ajoutez à cela le facteur psychologique. Les consommateurs se hâteraient de profiter des avantages de l'escompte, car avant le rajustement trimestriel, nul ne saurait quel escompte l'augmentation des affaires justifiera pour le trimestre suivant.

Voulez-vous vous faire une idée des effets du Juste Prix: demandez-vous ce que vous feriez avec une augmentation de 20% de votre revenu. Étendez le cas aux onze millions de consommateurs du Canada. Les achats ainsi déclenchés seraient le point de départ qui remettrait les manufactures de richesse en activité afin de produire et livrer encore plus. La nation consommatrice serait en mesure de pouvoir acheter tous les produits de la grande vitrine nationale. Rien n'arrêterait plus l'élan de la production.

Le Juste Prix fournit une base saine pour une reprise permanente des affaires. Toute nation civilisée possédant

les avantages de la production mécanisée tend naturellement à devenir de plus en plus riche, au fur et à mesure qu'elle produit de la richesse réelle.

Seule notre fausse comptabilité, qui nous oblige à monétiser la richesse sous forme de dette aux banques, nous rend de plus en plus pauvres au lieu de plus en plus riches. Que de souffrances ce système stupide vaut à l'humanité! L'adoption du Juste Prix y mettrait fin immédiatement.

On liquiderait facilement le fardeau écrasant des dettes qui paralyse actuellement l'activité industrielle en les payant à même les profits provenant d'une augmentation des affaires. Il faut pour cela des années de prospérité; le JUSTE PRIX est le moyen le plus pratique pour nous les donner.

Mais si tout ce que nous venons de dire du Juste Prix est exact, il faut tout de même remarquer que seuls ceux qui ont de la monnaie à dépenser en profiteraient. Le Juste Prix augmente le pouvoir d'achat du dollar, mais il ne donne rien à ceux qui n'ont pas ce dollar. Le Crédit Social va-t-il donc ignorer les sans-emploi? Le relèvement des affaires donnera certainement du travail à un grand nombre d'entre-eux, mais non pas à tous à cause des progrès du machinisme. Qu'auront les autres pour vivre? Le Crédit Social voit à ce problème au moyen du Dividende National, et c'est le sujet des pages qui suivent.

Chapitre 11

Le Dividende National

Comment pourvoir aux nécessités de la vie de la multitude des sans-emploi, beaucoup d'entre eux impatients de travailler? Voilà peut-être le plus urgent de nos problèmes. Si le chômage semble le grand mal du jour, il faut pourtant remarquer que le besoin de main-d'œuvre dans l'industrie, même en temps normal, tend à diminuer de jour en jour. Le nombre d'ouvriers requis, si faible qu'il soit aujourd'hui, est presque certain de décroître encore à l'avenir. La machine devient de plus automatique; la force motrice, surtout sous forme d'énergie électrique, étend toujours son champ d'action, il n'est pour ainsi dire rien qu'elle ne puisse accomplir. Or l'énergie transformable en électricité mise à notre disposition par les rivières, les lacs, les mers et le soleil lui-même est illimitée. Les machines remplacent les hommes, grâce aux efforts de ces derniers pour abolir les corvées fatigantes, tout en augmentant la qualité et l'abondance des produits; de sorte qu'on peut dire que la «calamité du chômage» est simplement le résultat naturel de nos succès à maîtriser les forces de la nature.

La science a si rapidement remplacé le travail manuel par la machine qu'aujourd'hui la somme d'ouvrage nécessaire pour occuper tout le monde n'existe plus. «Vous devrez admettre, disait Douglas à son auditoire distingué d'Oslo, en 1935, que les meilleurs cerveaux (savants et autres) ont, depuis 150 ans et plus, fait tout en leur pouvoir pour mettre le monde sans ouvrage, et ils ont réussi.»

La machine moderne est entrée pour rester. Vouloir rejeter les connaissances scientifiques de l'humanité et renoncer aux facilités qu'elles ont créées pour produire beaucoup avec un minimum de travail, c'est vouloir abandonner la civilisation pour la barbarie. Il faudra bien se rendre compte que nous n'avons pas tant à faire face

à un problème de manque d'emploi qu'à un problème de manque de revenus. Le progrès supprime le travail et l'on persiste à vouloir que nul ne vive sans travail. Dans notre monde de progrès, le problème n'est pas tant d'inventer de l'ouvrage pour les sans-travail que d'adopter un moyen pratique pour leur procurer le pouvoir d'achat dont ils ont besoin pour vivre.

C'est encore Douglas qui écrit: «La machine industrielle est un levier, dont la force augmente parce que le bras s'allonge à mesure des progrès de la science et de ses applications. Moins il faut d'hommes requis pour faire fonctionner le levier, plus il en reste pour l'allonger encore et le rendre de plus en plus puissant avec de moins en moins de force manuelle.»

On s'accorde à admettre que le système économique existe pour fournir des produits et des services à la consommation, et cependant on parle et on agit comme s'il existait pour fournir du travail, non des produits. On ne sait pas récolter les fruits du progrès: nouveaux loisirs, affranchissement de la nécessité pour l'homme de travailler durement pour gagner sa vie, abondance pour tous. L'humanité se punit de ses propres succès.

Le dernier pas

Si l'on veut transformer en bénédiction la «calamité» des loisirs créés par les perfectionnements de la production, il faut établir une méthode pratique pour procurer un revenu, un pouvoir d'achat aux sans-emploi. C'est le troisième et dernier pas pour parachever la sécurité économique. Il consiste dans la distribution de billets d'achat à tous les consommateurs de la nation.

Utopie! Innovation impossible! crie-t-on en plusieurs milieux. Mais qui de nous n'a connu dans les belles années, en 1929 par exemple, des gens qui vivaient de dividendes — il y en a qui le font encore. Ils ne travaillent pas. Les appelle-t-on des victimes infortunées de l'épo-

98 Chapitre 11

que, des chômeurs à plaindre? Nous les trouvons, au contraire, gens heureux. Ce sont les rentiers, gens dont toutes les journées sont des loisirs. Mais la différence économique entre l'homme qui n'a pas d'emploi et vit de ses dividendes et l'homme qui n'a pas d'emploi et ne peut acheter de nourriture pour sa famille, c'est que le premier possède les billets qui constituent le pouvoir d'achat et l'autre en est dépourvu.

Les dividendes aux actionnaires viennent du rendement de leur placement, de l'augmentation dans le pouvoir de gain de l'entreprise. Eh bien, on peut considérer le Canada comme une grande société, dont tous les consommateurs canadiens sont les membres. Le travail de cette société est de produire et de livrer les biens demandés par la consommation. Chaque citoyen consommateur est un associé, un actionnaire de l'entreprise complète. La société existe pour le bénéfice de tous et de chacun de ses membres. Ceux-ci ont choisi leurs administrateurs et directeurs — le gouvernement. Il n'y a pas là la moindre teinte de socialisme. Tous reconnaissent que les membres d'une même nation sont liés entre eux par des intérêts communs qu'ils administrent en commun, par l'entremise de leur gouvernement.

L'actif principal de cette grande société, potentiellement une des plus riches sur la surface du globe, c'est sa puissance énorme de production de richesse. Cette puissance existe surtout grâce aux connaissances scientifiques accumulées et transmises, reçues par chaque génération et augmentées par elle, dans tous les domaines: chimie, médecine, mécanique, génie civil, — contrôle des forces de la nature, etc.

Notre capacité de production est peut-être pour les quatre-cinquièmes due à l'organisation efficace des affaires modernes, intensifiée par les recherches et les découvertes des siècles passés.

Ce fonds de connaissance est l'héritage culturel de la

nation. Notre vie quotidienne en dépend de plus en plus. Depuis cinquante ans, les découvertes de la science ont placé à notre service des facilités et des forces tout à fait ignorées de nos grands-parents. Voilà des considérations qui, d'habitude, ne nous arrêtent guère. Pourtant la vie moderne, avec tout son confort, est le fruit des pensées, des inventions scientifiques, et du travail de nombreuses générations d'hommes. La production de n'importe quel article aujourd'hui met à profit les découvertes passées. Nous héritons de bienfaiteurs dont, dans bien des cas, nous n'avons même pas conservé les noms.

Ces découvertes du passé sont un bien commun à toute la famille humaine. Ils constituent un héritage légué de génération en génération. Le téléphone, l'automobile, la route d'asphalte, le chauffage central, l'éclairage à l'électricité, la radio et mille autres choses ne seraient pas notre partage sans cet héritage intellectuel.

En vertu de l'association constituée par la nation, chaque citoyen a droit à sa part des valeurs de la nation représentées par l'héritage culturel.

La base du dividende

Comme actionnaire de l'héritage culturel dévolu à une nation riche, chaque citoyen du Canada peut très bien recevoir un dividende national comme son dû. Le titre de citoyen lui donne droit au revenu accru de la nation dont il est membre. Il y a la valeur associationnelle provenant de tous les consommateurs et qui augmente la valeur de la richesse du pays.

Le dividende doit être au moins suffisant pour subvenir aux nécessités premières de la vie — nourriture, vêtements et logement. Le Canada est certainement capable, si son industrie n'est pas entravée par le système de monnaie-dette que nous connaissons, de produire assez pour que personne n'y souffre de pauvreté au point de manquer du nécessaire. Puisque la machine déplace des

100 Chapitre 11

hommes, le revenu payé auparavant à ces hommes en salaire doit continuer à leur venir, gagné par les machines qui les ont déplacés. Le dividende est le successeur logique des salaires, ou bien le progrès est un vain mot.

Nous avons la richesse et les moyens d'en procurer beaucoup plus, en abondance pour tous.

Seule manque la monnaie pour acheter la richesse, il y va de l'intérêt de tous que les consommateurs puissent consommer. Si la consommation est arrêtée par insuffisance de pouvoir d'achat, la richesse devient inutile pour tous, producteurs et consommateurs également.

Le Dividende National distribue la richesse qui, autrement, ou serait détruite ou resterait à l'état potentiel. Il est basé directement sur l'augmentation de valeur actuelle de la richesse réelle. Établi sur cette fondation solide, le Dividende National pourra être payé à chaque citoyen du Canada aussitôt que le Compte de Crédit National enregistrera en monnaie les faits de la richesse réelle du pays.

Esquissons brièvement comment fonctionnerait le Dividende et ses effets immédiats. Supposons, par exemple, que le premier du mois prochain, et le premier de chaque mois par la suite, chaque citoyen de ce pays, employé ou non, reçoive un chèque de 12,50 \$ signé par le Trésor du Canada. Le chèque, tiré sur le Compte de Crédit National et émis par l'entremise d'une banque autorisée arrive par la poste dans une enveloppe du gouvernement. Le facteur ordinaire le porte à chaque domicile.

Pour saisir les effets de cette distribution de dividendes, qu'on pense aux conditions misérables de pauvreté partout évidentes à l'heure actuelle. Des masses qui ont à peine de quoi vivre pourraient enfin satisfaire leurs besoins et leurs désirs si longtemps contenus. Le chèque serait immédiatement encaissé et la monnaie dépensée pour acheter les produits nécessaires.

Le détaillant devrait s'empresse de regarnir ses éta-

gères, le marchand de gros ses entrepôts. Le manufacturier rappellerait ses ouvriers et remettrait ses machines en marche pour faire face à la demande. Le producteur primaire n'aurait plus à se morfondre et à restreindre son exploitation, il serait sûr d'écouler ses produits.

À première vue, cet exemple peut paraître exagéré; ce n'est en réalité qu'un timide pas vers l'abondance qui est à notre porte et s'offre à nous tous. Enchaîné par un système absurde, on s'est abstenu de la saisir. Mais la nécessité va vaincre les obstacles. Comment résister à sa pression? L'augmentation des taxes et les dettes grossissantes détruisent les efforts de l'industrie. Le fardeau de secours directs, financés avec de la monnaie-dette empruntée au système bancaire, devient vite aussi intolérable qu'il est inadéquat. Le public réclame un système plus sensé.

Dès le premier mois, le dividende national accomplirait énormément pour relever les affaires. Escompte de Détail et Dividende National ensemble amèneraient graduellement un niveau de vie plus élevé. Ce serait l'avènement de l'aisance et du confort pour des centaines de mille Canadiens aujourd'hui en proie à la faim, au froid, à la maladie, aux soucis, traînant une misérable existence en plein pays de richesse.

On doit bien comprendre que l'augmentation du Dividende National dépend directement de l'augmentation de la production, de l'accroissement, de la richesse réelle, exprimée par le Compte de Crédit National. Il augmenterait progressivement avec l'activité et le développement de l'agriculture et de l'industrie. La pauvreté ferait place à la sécurité économique.

Importance du travail des banques

Le crédit pour financer le Dividende National est créé par le Trésor, à même le compte de Crédit Natio-

102 Chapitre 11

nal, et garanti par la richesse réelle du Canada. Lorsque le consommateur change son chèque de dividende ou l'échange pour des produits, le chèque trouve le chemin de la banque, où il est chargé au compte du Crédit National. Celui-ci le débite contre la production, puisque le chèque utilisé représente une production consommée.

Les banques, comme agents du Trésor, acceptent et changent les chèques des dividendes, faisant ces opérations exactement comme elles le font présentement. Notre système bancaire actuel possède le mécanisme et l'expérience nécessaires pour remplir efficacement ces fonctions. Les banques et leur personnel entraîné sont des facteurs essentiels pour l'administration pratique du Crédit Social. Dans tous leurs champs d'activité, les banques continuent leurs opérations comme par le passé, sauf évidemment qu'elles perdent le privilège injustifiable de créer et détruire la monnaie à volonté. Il n'est donc pas besoin de bouleversement dans le système bancaire pour le bon fonctionnement du Dividende. Les banques se font évidemment payer pour services rendus à titre de fonctionnaires publics. «Canada Incorporé», notre grande société, doit poursuivre ses activités sur une grande échelle ou faire banqueroute. Elle possède les matériaux, les manufactures, la force motrice, la main-d'oeuvre et les talents pour produire au moins trois fois autant de richesse qu'à l'heure actuelle, et le développement va bien au delà. Seul le manque de monnaie l'arrête. L'insuffisance de pouvoir d'achat seule empêche la prospérité, la production abondante et la distribution des dividendes que justifie le pouvoir de gain du pays. Pendant combien de temps les actionnaires toléreront-ils cette insuffisance si facile à corriger par l'administration ?

Salaires plus dividendes

N'allons pas défigurer le sens de cet exposé et conclure que le Crédit Social veut supprimer le travail ou les salaires et placer tout le pouvoir d'achat dans les dividendes.

Ceux-ci, d'ailleurs, supposent la production, une production plus abondante que le pouvoir d'achat, qu'ils ont pour mission de compléter, de concert avec le juste prix. Les salaires continueront comme aujourd'hui, basés sur les services du travailleur. L'utilité économique et sociale de chaque ouvrier doit toujours régler le montant de son salaire. Mais il faut bien reconnaître que le total des honoraires et salaires, si élevé soit-il, ne peut acheter le total de la production. L'expérience le prouve à l'évidence, et nous avons démontré pourquoi. L'augmentation des salaires et la diminution des heures d'ouvrage ne résolvent pas le problème: on constate alors une hausse de prix qui maintient la disparité, si même elle ne l'accroît pas.

Le pouvoir d'achat doit être augmenté par un moyen qui n'ajoute pas aux dépenses de la production. Le Dividende National est la solution qui libère de ce cercle vicieux.

Mais nous avons une mentalité à corriger. Habitué à la rareté d'argent qui nous fait croire que le pays est pauvre, nous avons peine à comprendre les avantages matériels et moraux qui résulteraient de l'équation du pouvoir d'achat avec les prix de vente des produits. Moraux, avons-nous dit, car il en découlerait un concept nouveau de l'importance de l'homme qu'aujourd'hui on fait passer après l'argent. On verrait se développer une meilleure compréhension de la coopération de l'homme avec l'homme au profit de tous et de chacun. De ce côté, les effets bienfaisants d'un système qui, sans nuire à l'initiative privée ni à la propriété, permet à tous de participer à la richesse d'un pays et d'un siècle d'abondance, dépasse les prévisions les plus hardies.

Néanmoins, le besoin immédiat d'un Dividende reste surtout un besoin économique, le besoin de pourvoir aux multitudes qui vivent de secours direct alors qu'on limite la production possible. Le Dividende livrerait aux consommateurs des biens qu'on détruit ou qu'on se prive de produire parce que le système ne le permet pas.

Le dividende n'est pas une aumône

Ceux qui, pour la première fois, entendent parler du Dividende, sont parfois portés à le prendre pour une forme de «charité publique», une espèce de "bien-être social". Le Dividende n'est pas une aumône. L'aumône publique, telle qu'on l'a actuellement dans le «secours direct», prend à Pierre pour passer à Paul. Elle n'augmente pas le pouvoir d'achat. Elle soustrait la monnaie, au moyen de taxes, du revenu déjà inadéquat des employés pour supporter ceux qui ne sont pas employés. Le «secours direct» n'ajoute pas un sou au total du revenu national. Le Dividende, au contraire, est le moyen d'entamer un nouveau réservoir de crédit, inutilisé aujourd'hui, mais dont l'exploitation est nécessaire pour distribuer la production dont le Canada se prive ou qu'il laisse périr sous les yeux d'une population dans le besoin. Il augmenterait directement le revenu national. Pour chaque acheteur, consommateur de produits, il représente le droit aux bénéfices de la civilisation moderne.

Le dividende conduirait-il à la paresse ?

Nous ne croyons mieux résoudre cette objection qu'en citant ici *Le Moniteur* de décembre 1935, pages 52 à 54 :

«Quelques moralistes vont poser une objection. Concédé, diront-ils, que la nation reprenne et exerce seule le contrôle du crédit et de la monnaie; concédé, que la monnaie doive être réglée de façon à distribuer adéquatement les fruits de la production; concédé encore, cet escompte sur les prix de détail, qui équivaut à une augmentation momentanée des salaires des travailleurs pour les récompenser d'une production surabondante; mais ce dividende national, distribué indistinctement à tous les citoyens, n'est ni mérité ni juste et son fruit sera l'oisiveté. Quelques remarques vont disposer de cette objection.

«Il y a toujours eu et il y aura toujours des gens qui ne travaillent pas, souvent victimes de circonstances, de

défectuosités physiques ou mentales, ou même simplement parce qu'ils ne veulent pas travailler et préfèrent vivre au crochet des autres. La société a toujours eu ces malheureux ou ces parasites à charge, d'une manière ou de l'autre. Ce fut la mendicité, ce furent les refuges publics, c'est le secours direct, et c'est même, dans certains cas, la prison. Lorsque le Crédit Social, au lieu de taxer Pierre ou Paul, qui n'ont rien de trop, pour soutenir ces chômeurs, volontaires ou non, leur distribue modérément — assez pour les soustraire au dénuement absolu — des surplus de la production, il est déjà bien supérieur au système actuel. Celui-ci répartit la pauvreté, au lieu que le Crédit Social répartirait l'abondance.

«De plus, il est faux de dire qu'un dividende alimenterait la paresse, puisque, comme nous le remarquons plus haut, le fléchissement dans la production affecterait le montant de ce dividende. Sache-t-on qu'un dividende payé aux actionnaires d'une société coopérative les désintéresse des activités de leur société et les porte à la fainéantise? Le contraire n'a-t-il pas lieu? Il y a certainement des insoucians qui bénéficient de l'énergie et de l'ardeur des autres; mais cela est inévitable et, d'ailleurs, les travailleurs ayant leur salaire en plus et ce salaire restant la principale source du pouvoir d'achat, nous ne voyons pas qu'ils soient portés à se croiser les bras pour joindre les rangs des parasites.

«C'est, en définitive, le travail fructueux qui détermine les disponibilités du Crédit Social, dividende y compris. La paresse détruirait ces disponibilités, de sorte que le système porte en soi-même l'impulsion au travail. On cite, il est vrai, des cas où des chômeurs secourus ont refusé de se remettre au travail, à salaire. Il serait premièrement intéressant de savoir quel salaire on leur a offert en regard du secours direct; il faut observer, deuxièmement, qu'on inflige une sorte de pénalisation au travail en supprimant le secours à l'homme qu'on renvoie à l'ouvrage.

106 Chapitre 11

Le dividende ne fait rien de la sorte; le travailleur en bénéficie au même titre que celui qui ne travaille pas. Le travail conserve donc tout son stimulant.

«Il est faux de dire que le dividende soit immérité. Dans une compagnie, ceux qui apportent des capitaux, même s'ils ne travaillent pas, ont droit à une certaine partie des revenus de la production. Dans la société, tous les consommateurs apportent une certaine valeur aux fruits de la production, par le simple fait qu'ils font partie du corps des consommateurs. Quelle valeur aurait la centrale électrique de Beauharnois, s'il n'y avait pas dans le pays une population capable d'en utiliser le produit?

«D'ailleurs, l'augmentation moderne, phénoménale, de la capacité de production, est le fruit du cerveau humain de cette génération et de générations passées. C'est une acquisition commune à laquelle ont droit tous les hommes.

«La science, les recherches ont donné la machine pour soulager l'humanité de ses corvées assujettissantes. Si la machine déplace le travail des bras, c'est une bénédiction, à la condition que le salaire gagné par la machine aille à ceux dont elle diminue l'ouvrage. Le système actuel change cette bénédiction en malédiction, comme il fait pour bien d'autres choses, car il est un système mauvais, né de l'avarice et de la loi du plus fort; il met la main sur les revenus de la machine et les dirige vers les coffres-forts des rois de la finance, tandis que le travailleur limite ses satisfactions à un salaire mesquin et envisage le lendemain avec terreur, s'il n'est pas déjà à la ration des secours directs.

«Le Crédit Social n'est pas du socialisme, n'abolit pas la propriété privée et ne vise pas au partage égal de la richesse. Mais il ne reconnaît pas la loi de la jungle; il établit une saine solidarité entre les membres de la nation; il accueille les développements de la science et en fait bénéficier toute l'humanité; il crée une atmosphère de justice sociale; il favorise le mariage et la famille.»

Conclusion

(Par le Traducteur)

Le simple exposé des principes du Crédit Social donné dans cet opuscule est de nature à faire tomber bien des préjugés. Dans la correspondance assez volumineuse qui s'est greffée sur nos études monétaires, nous avons remarqué que la plupart des objections ou des simples points d'interrogation posés à l'égard du Crédit Social se résolvent facilement par une connaissance un peu plus approfondie du système. De sorte qu'il serait sans doute oiseux d'en traiter ici, après les chapitres qui précèdent. Cependant, quelques considérations, glanées un peu au hasard parmi celles que suscita la correspondance à laquelle nous venons de faire allusion, ne seront peut-être pas tout à fait hors de propos.

Ne craignez-vous pas l'**ingérence de l'État** avec un tel système? nous demande quelqu'un.

Il faudrait d'abord s'entendre sur le genre d'ingérence dont on veut parler. S'il s'agit d'ingérence dans la production, nous répondons emphatiquement: NON! Le Crédit Social ne touche aucunement à la partie production du système économique. Il n'y a rien à reprocher aux méthodes de production. Assurément, elles se perfectionneront encore, lorsqu'elles ne seront plus entravées par l'accumulation de produits demandés, mais invendables faute de pouvoir d'achat. Veut-on dire l'ingérence de l'État dans la consommation? Le Crédit Social respecte absolument la liberté du consommateur, puisqu'il n'émet de nouvelle monnaie qu'entre ses mains par le dividende, ou d'après son choix par le juste prix qui s'applique aux ventes effectuées. S'agit-il de l'ingérence de l'État dans le contrôle de la monnaie? S'il est un service public qui doit tomber sous la régie publique, c'est celui de la monnaie. Préfère-t-on l'ingérence du monopole privé de la monnaie dans les affaires de la nation, sa dictature toute-puissante sur les gouvernements à tous les paliers (au fédéral, au provincial, au municipal)? Remarquons d'ailleurs, que ce n'est pas précisément le gouvernement du jour qui créera la monnaie et en réglera la quantité; mais bien plutôt la foule des producteurs et consommateurs, par la somme de leur travail, d'une part, et de leur demande de l'autre.

Dans le Crédit Social, il n'est pas question de monnaie dirigée, dans le sens où on l'entend généralement, de mon-

naie créée ou retirée de la circulation par des hommes, même fonctionnaires de l'État, au gré de leur jugement. Dans le Crédit Social, la monnaie augmente ou diminue automatiquement selon la production de la nation travaillante répondant aux besoins de la nation consommatrice. Ce n'est donc pas le gouvernement qui règle la quantité de monnaie, ce sont les travailleurs eux-mêmes. Plus vous produisez de biens qui trouvent consommateurs, plus vous avez de monnaie pour permettre leur écoulement. Tout ce qui est matériellement possible le devient financièrement. L'ingérence de l'État, ou l'ingérence de particuliers, n'est pas à craindre dans un système où seule la production de richesse réelle, obéissant à la capacité de production et à la demande de la consommation, règle le volume de la monnaie.

Ne craignez-vous pas le **glissement vers le socialisme** ?

Allez dans l'ouest, vous verrez que la plus vive opposition à l'expansion de la doctrine monétaire du Crédit Social vient des socialistes. À preuve, cet opuscule de Charles E. Burford, d'Edmonton (Alberta), *Douglasism vs Socialism*, dans lequel l'auteur, socialiste, déclare que «l'établissement d'un programme de Crédit Social Douglas ferait plus que n'importe quelle autre force pour reculer l'avènement du socialisme et perpétuer le régime capitaliste.» Et il s'en lamente ! Le socialisme et d'autres ismes encore plus néfastes n'ont pas de meilleur terrain pour se propager que le mécontentement des masses, l'oppression des travailleurs par les puissances de l'argent. En corrigeant ces injustices, le Crédit Social gâte les chances des propagandistes qui voudraient bouleverser l'ordre social.

Admettons qu'en certains, lieux, des groupes à tendances communistes font du zèle pour le Crédit Social. Il s'agit de gens qui comprennent mal le Crédit Social, s'ils pensent pouvoir s'en faire un tremplin pour monter sur un trône communiste. Le Crédit Social est, en effet, aux antipodes du communisme. Le communisme met l'homme au service d'un système; le Crédit Social place un système au service de l'homme. À ce point de vue, le capitalisme abusif d'aujourd'hui présente un aspect commun avec la dictature communiste, puisqu'il place l'homme au service de l'argent !

Les socialistes veulent la socialisation de l'industrie et même de l'agriculture. Le Crédit Social, nous venons de le dire,

ne propose aucun changement au système de production. La production n'est pas en défaut, elle fait merveille. Notre production, sous le régime de l'entreprise privée, donne pleine satisfaction. Pourquoi la changer ? On corrige ce qui est mauvais, pas ce qui est bon. Si le peuple juge que certaines exploitations devraient être sous le domaine de l'État, de la province ou de la municipalité (exemple: les postes, l'électricité, la voirie, le service d'eau, etc.), c'est affaire d'administration.

«Il y a certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains des personnes privées.» (Pie XI, Encyclique *Quadragesimo Anno* du 15 mai 1931) .

Le Crédit Social ne vise que la partie financière du système économique. Celui-ci, en effet, incorpore trois systèmes subsidiaires distincts: système producteur, système financier, système consommateur. Le Crédit Social ne trouve de faute qu'au second; et encore dans celui-ci ne cherche-t-il à corriger que ce qu'il juge défectueux. Les socialistes, les communistes, les technocrates veulent une sorte de dictature par l'État ou par un «bureau d'experts.» Quand bien même ils feraient disparaître la pauvreté, ils ne satisferaient pas l'homme qui veut une certaine liberté. Le Crédit Social respecte cette liberté, respecte l'initiative privée, la recherche du profit légitime, mais, en établissant une monnaie répondant à la production très développée d'aujourd'hui, il tue la pauvreté.

Le Crédit Social ne prend le bien de personne. Il ne suggère même pas de reprendre les acquisitions d'origine discutable effectuées par des intérêts puissants. Il ne répudie pas les dettes contractées. Mais il fait cesser la fabrication de monnaie par des particuliers; il arrête l'accaparement, il arrête l'endettement de la nation à un petit groupe. Toute l'opposition qu'on lui fait vient de là. Les dettes passées se régleront facilement par la production abondante dont le pays est capable, sous un système qui permet de monétiser la production.

Mais qui va empêcher, comme aujourd'hui, les intérêts puissants de s'accaparer de tout? Le Crédit Social crée plus de monnaie, mais les ogres de l'argent ne vont-ils pas tout engloutir ?

110 Chapitre 12

Cette objection, qui paraît très sérieuse, envisage mal le Crédit Social qu'elle confond avec une simple augmentation du volume de la monnaie. Ce système donne certainement lieu à une augmentation du volume de la monnaie proportionnellement à la production potentielle, immensément plus élevée que la production limitée et paralysée d'aujourd'hui. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que le mode d'émission de la monnaie n'est plus le même; la création n'est plus le fait d'un monopole privé. Ce qui fait la puissance des accapareurs à laquelle l'objection fait allusion, c'est que ces mêmes accapareurs contrôlent la création, l'émission, le retrait et la destruction de la monnaie. C'est le contrôle de la monnaie qui leur a permis de prendre le contrôle de l'industrie. Supprimez leur contrôle de la monnaie, vous leur enlevez les armes de l'oppression.

D'ailleurs, il faut bien situer le Crédit Social dans ses cadres et l'on aura résolu une foule d'objections. Le Crédit Social n'est pas un mode d'administration; ce n'est pas un changement de mode de gouvernement. Il n'intervient en rien dans le système politique. Ce n'est qu'une réforme monétaire, réforme qui ne supprime pas la monnaie actuellement en cours, ne touche aux acquisitions de personne, mais change simplement le mode d'émission de la monnaie pour en faire le reflet exact de la richesse réelle.

Si l'on s'en tient là, on cessera de taxer les crédidistes de révolutionnaires, de philosophes nouveaux et d'autres jolis épithètes de cette catégorie.

Nous voulons, pour plus d'une raison, terminer par une citation de l'admirable encyclique *Quadragesimo Anno*:

«L'organisme économique et social sera sainement constitué et atteindra sa fin, alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie, ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique, ont le moyen de leur procurer. Ces biens doivent être assez abondants pour satisfaire aux besoins d'une honnête subsistance et pour élever les hommes à ce degré d'aisance et de culture qui, pourvu qu'on en use sagement, ne met pas obstacle à la vertu mais en facilite au contraire singulièrement l'exercice.»

Louis EVEN

Le devoir de tout chrétien

C'est un devoir et une obligation pour tout chrétien de travailler à l'établissement de la justice et d'un meilleur système économique: **«Celui qui voudrait renoncer à la tâche, difficile mais exaltante, d'améliorer le sort de tout l'homme et de tous les hommes, sous prétexte du poids trop lourd de la lutte et de l'effort incessant pour se dépasser, ou même parce qu'on a expérimenté l'échec et le retour au point de départ, celui-là ne répondrait pas à la volonté de Dieu créateur.»** (Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis*, n. 30.)

«La tâche n'est pas impossible. Le principe de solidarité, au sens large, doit inspirer la recherche efficace d'institutions et de mécanismes appropriés: il s'agit aussi bien de l'ordre des échanges, où il faut se laisser guider par les lois d'une saine compétition, que de l'ordre d'une plus ample et plus immédiate redistribution des richesses.» (Jean-Paul II, *Redemptor hominis*, n. 16.)

«Plus que quiconque, celui qui est animé d'une vraie charité est ingénieux à découvrir les causes de la misère, à trouver les moyens de la combattre, à la vaincre résolument. Faiseur de paix, il poursuivra son chemin, allumant la joie et versant la lumière et la grâce au coeur des hommes sur toute la surface de la terre, leur faisant découvrir, par-delà toutes les frontières, des visages de frères, des visages d'amis.» (Paul VI, encyclique *Populorum progressio*, 75.)

Ce qu'il faut, ce sont des apôtres pour éduquer la population sur la doctrine sociale de l'Église et sur des moyens, des solutions concrètes pour l'appliquer (comme les propositions financières du Crédit Social). Le Pape Paul VI écrivait, toujours dans *Populorum Progressio* (n. 86):

«Vous tous qui avez entendu l'appel des peuples souffrants, vous tous qui travaillez à y répondre, vous êtes les apôtres du bon et vrai développement qui n'est pas la richesse égoïste et aimée pour elle-même, mais l'économie au service de l'homme, le pain quotidien distribué à tous, comme source de fraternité et signe de la Providence.»

Et dans son encyclique *Sollicitudo Rei Socialis*, le Pape Jean-Paul II écrivait (n. 38.): **«Ces attitudes et ces "structures de péché" (la soif d'argent et de pouvoir) ne peuvent être vaincues — bien entendu avec l'aide de la grâce divine — que par une attitude diamétralement opposée: se dépenser pour le bien du prochain.»**

Il est grand temps que tous s'impliquent pour enrayer ces structures de péchés. Les Pèlerins de saint Michel vous offrent l'opportunité d'œuvrer dans ce sens,

Autres livres pour approfondir le Crédit Social

Les propositions du Crédit Social expliquées en 10 leçons et vues à la lumière de la Doctrine Sociale de l'Eglise est une lumineuse synthèse qui nous fait voir clairement la possibilité de mettre en application les grands principes de la Doctrine sociale de l'Eglise et qui mettrait fin au scandale de la pauvreté dans le monde.

Que ceux qui prennent connaissance de ces cours, s'en fassent les promoteurs en formant de petits groupes pour les étudier ensemble. Pour cela vous pouvez faire venir des quantités de ce livre de 150 pages préparé par Alain Pilote.

Et ceux qui veulent approfondir davantage leurs connaissances sur le sujet, nous vous proposons les autres livres suivants:

Sous le Signe de l'Abondance, une conception nouvelle de l'Economie, Louis Even. 314 pages

Finance saine et efficace. Louis Even. Format magazine, 32 pages.

Et, bien sûr, vous pouvez aussi commander des copies supplémentaires de ce livre de J. Crate Larkin, *Du régime de dettes à la prospérité*.

Ces livres ne sont pas dans le commerce normal avec un prix déterminé. Vous pouvez offrir un don pour l'impression et l'expédition des livres.

Nous vous donnons une petite idée des frais d'expédition:

International par avion: 2 volumes des 10 leçons, 8 dollars canadiens.

Tarifs économiques par avion: boîte de 38 volumes, 50 dollars canadiens.

Boîte de 48 volumes, 9 kgs, par avion, 65 dollars canadiens

Pour les Etats-Unis: le tarif est de 1 dollar par volume

Québec: 10 volumes pour 8 dollars et un dollar par 5 volumes additionnels

Canada: 10 volumes pour 13 dollars et un dollar et demi par 5 volumes additionnels.